

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ÉCONOMIQUE

CINQ PILIERS POUR L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE CENTRALE



Lire p.4

AIR FRANCE : LE TRAIT D'UNION ENTRE LE GABON ET LE RESTE DU MONDE



Lire p.8

TIC

AFRIQUE : LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE EST EN MARCHÉ



Lire p.18

SOCIAL & SOLIDAIRE

LA MODE S'ACHÈTE UNE CONDUITE... ÉTHIQUE



Lire p.20

DOSSIER

BTP : HABITAT & IMMOBILIER

BTP : UN DES AXES STRATÉGIQUES DU DÉVELOPPEMENT



BAIE DES ROIS : DU MYTHE À LA RÉALITÉ

CRÉATION DE L'ASSOCIATION DES AGENTS IMMOBILIERS : AGAI

SCO GABON : A QUOI SERT UN BUREAU D'ETUDES ET DE CONSEILS EN BÂTIMENT ?

LA SOCIÉTÉ NATIONALE IMMOBILIÈRE (SNI) FAIT PEAU NEUVE !

Lire pages 12-17

Dans notre prochain numéro

EDUCATION & FORMATION

N°69
OCTOBRE
2018





ETRAG

Société d'Exploitation du Transgabonais

LE TRANSGABONNAIS SE RÉNOVE

Sommaire N°68

VIE ÉCONOMIQUE

4-11

ATERRISSAGE RÉUSSI POUR ADL ! p.6

VAALCO DÉBLOQUE 500 MILLIONS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES p.7

FINATRA, FILIALE DU GROUPE BGFIBANK, ÉVOLUE ET ADAPTE SES FINANCEMENTS AUX ENTREPRISES p.9

UN CODE DES INVESTISSEMENTS AU GABON POUR REMPLACER LA CHARTE p.10

DOSSIER

12-17

BTP : UN DES AXES STRATÉGIQUES DU DÉVELOPPEMENT



DÉVELOPPEMENT DURABLE

19

CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU AU SIÈGE DE L'UNESCO p.19

CONSO & SANTÉ

22

DES SCIENTIFIQUES METTENT EN PLACE UNE MÉTHODE DE FILTRAGE D'EAU À BASE DE PASTÈQUE p.22

Édito

QU'ÉVOQUE LA RENTRÉE POUR VOUS ?

Par Anne-Marie Jobin

C'est la rentrée et c'est prouvé, le mois de septembre est le mois des résolutions, de l'action et des prévisions. La rentrée des classes est la plus marquante, car elle touche nos enfants et nos jeunes adultes, mais c'est aussi celle de certains ambassadeurs qui attendent leurs lettres de créance, celle des sociétés qui répondent à des appels d'offres et en attendent le dépouillement et d'autres qui courent après leur dû, celle des associations qui innovent et souhaitent «mbolo» aux non-initiés. Bien entendu, c'est aussi la rentrée des politiques avec ces très prochaines élections.

Pour ce qui nous concerne, nous travaillons actuellement sur notre prochain numéro qui sera dédié à l'éducation, à la formation et à l'apprentissage. Si dans le cadre de votre cœur d'activité vous souhaitez vous exprimer, n'hésitez pas, nous sommes votre interface pour relayer votre information en toute objectivité, sans jugement, sans polémique et sans aspect politique.

Nous alimentons nos colonnes en vous écoutant et en relatant vos difficultés comme vos réussites, en observant les courbes économiques, en analysant des points de vue différents, en mentionnant des rendez-vous stratégiques, en émettant des hypothèses... Nous vous informons au mieux de l'actualité, de la vie sociale, sociétale et économique du Gabon.

Actuellement, en interne, nous travaillons à la modernisation de notre site Internet, nous développons considérablement tous nos supports numériques et nos réseaux sociaux : la page Facebook, le compte Twitter, le réseau LinkedIn, et ce n'est pas tout puisque bientôt, si vous le souhaitez, vous pourrez être filmé lors de votre interview qui sera diffusée sur notre chaîne YouTube baptisée *L'Écho de l'Éco*.

Notre newsletter bimensuelle qui compte plus de 15 000 abonnés dont + de 20% de la diaspora, sera enrichie d'articles qui tendront vers l'actualité internationale ayant un rapport direct avec notre continent. Les rubriques de notre format tabloïd seront plus diversifiées et s'ouvriront au plus grand nombre.

En cette période de restructuration, merci de nous communiquer vos avis, vos envies, vos conseils, vos suggestions. Votre opinion nous intéresse :

service.commercial@economie-gabon.com

Bonne arrivée aux nouveaux et bonne rentrée à tous !

Siège social d'ÉCONOMIE GABON+



Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction
Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste

Nancy DIGOMBE
Secrétaire de Rédaction
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia
Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution
Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement
Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :
241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie
Donald Ella

Impression : Multipress
Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales
MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+
Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous nos magazines en version numérique format PDF

CINQ PILIERS POUR L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE CENTRALE

Quatre ans après la fin du boom pétrolier et le revirement brutal de la courbe de croissance dans les pays d'Afrique centrale, la surproduction de pétrole et la chute des prix des matières premières ont laissé un goût amer dans la bouche de nombreuses populations de la région du fait de leur dépendance excessive vis-à-vis du pétrole et autres industries extractives.

Par la rédaction

Les défis sont réels. En effet, les pays d'Afrique centrale producteurs de matières premières non transformées sont constamment exposés à des chocs extérieurs et demeurent bloqués aux niveaux inférieurs des chaînes de valeur mondiales, car nombre d'activités à forte valeur ajoutée sont menées ailleurs. Les industries extractives y opèrent généralement en vase clos et ne sont pas suffisamment liées à l'économie locale.

L'instabilité de la macroéconomie est devenue une réalité. Toutefois, l'Afrique centrale doit s'attaquer à d'autres problèmes urgents. Aussi n'est-il pas surprenant que la plupart des pays d'Afrique centrale reçoivent ou sollicitent un appui budgétaire du FMI. Ces mesures d'assistance impliquent de prendre des décisions difficiles afin de remettre sur pied les économies de la zone.

Certains pensent que la solution consiste à imposer une discipline budgétaire, réduire les dépenses, remédier aux échecs des politiques, réduire les lourdeurs administratives, lutter contre la corruption et éliminer les dysfonctionnements du marché.

Nous soulignons également la nécessité de combler les lacunes des contrats existants, d'améliorer l'administration fiscale et élargir l'assiette fiscale, de lutter contre les flux financiers illicites et d'utiliser judicieusement les mesures incitatives. Mais toutes ces mesures n'occulent pas qu'il faille dégager une marge budgétaire suffisante permettant aux investissements à haut rendement et à long terme de stimuler les capacités de production, renforcer la compétitivité des économies locales et favoriser la transformation structurelle. L'accent mis sur les mesures à court terme pour rétablir la stabilité macroéconomique est compréhensible, mais il est tout aussi important de continuer à investir dans la croissance durable et la transformation structurelle afin de permettre à la sous-région de briser le cycle décroissant et réduire sa vulnérabilité et son exposition aux fluctuations des prix des matières premières.

La transformation structurelle est indéniablement la solution. La diversification de l'économie et en particulier de l'industrialisation, s'est révélée une formule gagnante pour de nombreux pays. Le Gabon intègre ce paramètre dans le cadre de sa qualification dans la liste des pays émergents.

En Afrique centrale, les opportunités d'investissement pour l'industrialisation sont énormes, car elle est dotée non seulement de richesses naturelles exceptionnelles, mais aussi d'une main-d'œuvre jeune et hautement qualifiée. Cependant, la dette pèse lourd et les niveaux d'investissement actuels sont loin d'être suffisants pour permettre une industrialisation significative et une croissance durable. Alors, qui va combler ces



lacunes ? Quelles solutions pour la région ? Nous proposons cinq piliers pour résoudre le problème.

Pilier 1 : Créer des emplois, encore des emplois, toujours des emplois !

L'investissement dans l'industrialisation (et de fait, la diversification de l'économie) crée de nombreux et bons emplois à une époque où le taux de chômage des jeunes atteint des records (un jeune sur cinq en Angola ou au Congo, plus d'un sur trois au Gabon). Il est urgent d'investir dans des domaines aussi variés que les infrastructures, l'éducation, la santé et l'aide publique à des secteurs tels que les services financiers, les transports, le tourisme, les TIC, les industries intelligentes et l'agriculture.

Pilier 2 : Tirer parti du pouvoir de la vie dans les grandes villes

Les villes d'Afrique centrale se développent à un rythme phénoménal. Cette urbanisation rapide comporte de nombreux défis tels que la saturation des infrastructures, les pressions sociétales et le vieillissement démographique dans les zones rurales, mais offre également des possibilités uniques de diffusion des connaissances. L'urbanisation offre également un excellent terrain d'essai pour les jeunes entrepreneurs. Ce n'est pas un hasard si les start-ups innovantes et les industries créatives fleurissent généralement à proximité des grands centres urbains dont le dynamisme offre à

la fois un vivier constant de talents et un flux ininterrompu d'idées et de sources d'inspiration. En outre, les agriculteurs restés dans les zones rurales bénéficient de davantage d'espace, ce qui pourrait leur permettre de développer et d'orienter leur activité vers des niches à haut rendement (comme les produits agricoles biologiques). L'investissement public et privé dans l'industrialisation peut encadrer ce processus qui serait autrement indépendant tout en gérant les conséquences négatives.

Pilier 3 : Promouvoir l'intégration de l'Afrique

L'intégration continue de l'Afrique peut être constatée non seulement dans les journaux, lors d'événements tels que la signature des instruments de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECA) à Kigali, mais aussi dans nos vies quotidiennes, lorsque nous communiquons avec nos familles et nos amis. L'intégration régionale se présente sous de nombreuses formes et l'industrialisation sera considérablement stimulée du fait de la connectivité accrue et des ouvertures pour le commerce de biens produits industriellement et de services de haut niveau. Il appartient maintenant aux décideurs des pays d'Afrique centrale d'aligner rapidement leurs visions nationales sur les instruments d'intégration régionale, en commençant par une mise en œuvre complète du tarif préférentiel harmonisé CEEAC-CEMAC, puis sur les instruments d'intégration continentale. Les pays d'Afrique centrale devraient être plus nombreux à ratifier la ZLECA qui présente un avantage énorme sur le plan commercial. Tout projet souhaitant s'installer en Afrique centrale verrait ses bases se renforcer avec la perspective d'un marché de 1,2 m^d de personnes qui devrait passer à 2,5 m^{ds} en

2050, soit autant que la Chine et l'Inde réunies ! Ces chiffres ne commenceront à faire une réelle différence que lorsqu'il existera un environnement propice pour exploiter tout le potentiel créatif de l'ensemble du continent africain.

Pilier 4 : Penser vert

L'Afrique centrale abrite une biodiversité unique et des richesses naturelles incroyables qui doivent être protégées. Par conséquent, nous devons penser vert. Ainsi, l'industrialisation et la diversification de l'économie créeront non seulement des emplois de qualité et contribueront à l'urbanisation et à l'intégration régionale, mais réduiront aussi la dépendance des économies au pétrole et autres industries extractives, contribuant ainsi à une croissance plus verte. Les décideurs politiques doivent identifier les secteurs susceptibles de créer des emplois et de promouvoir la compétitivité de leurs économies tout en limitant la pression exercée sur les richesses humaines et naturelles. Il convient de noter que ce serait un choix judicieux, car les investisseurs socialement responsables, en particulier les investisseurs dits éthiques, à impact social et/ou positif, se tournent de plus en plus vers des projets écologiques.

Pilier 5 : Élargir nos horizons

Devrions-nous nous réjouir de l'annonce des 60 m^{ds} de dollars américains disponibles pour investissement en Afrique au cours des trois prochaines années ? Devrions-nous espérer que le nouveau plan d'investissement extérieur de l'UE et son objectif de promouvoir l'industrialisation de l'Afrique constituent un moyen de créer plus d'emplois pour nos jeunes ? Oui et non ! Bien sûr, ce sont des opportunités à ne pas manquer et nous ne devons ménager aucun effort afin d'en tirer le maximum. Mais nos besoins financiers vont au-delà de ce que nous pourrions éventuellement obtenir de ces grands investisseurs extérieurs. Bien que les investissements étrangers soient les bienvenus, les niveaux actuels d'investissement sont encore loin d'être suffisants pour permettre à nos économies de réaliser leur potentiel. À lui seul, le déficit de financement des infrastructures en Afrique a déjà été évalué entre 130 et 170 m^{ds} de dollars par an !

On nous dit que le monde dispose de suffisamment d'argent pour financer le développement. En effet, les investisseurs institutionnels et les banques commerciales gèrent plus de 100 000 m^{ds} de dollars américains, dont une partie constituée de fonds qui n'attendent que des opportunités d'investissement à long terme et à haut rendement. Nous devons pouvoir accéder à ces ressources le plus rapidement possible et partir sur de bonnes bases : de bons projets crédibles et bancables sont nécessaires pour attirer des financements.

Nous devons également améliorer la mobilisation des ressources nationales et encourager nos citoyens de l'intérieur et de la diaspora à orienter leurs économies vers des investissements productifs. Nos marchés financiers doivent se développer et nous devons pouvoir offrir à nos citoyens des produits financiers simples et attrayants. C'est un avenir que nous devons construire ■

Source : Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique centrale.



DÉCOUVREZ PLUS: ISTANBUL

AVEC LA COMPAGNIE AÉRIENNE QUI DESSERT
LE PLUS GRAND NOMBRE DE PAYS AU MONDE



[TURKISHAIRLINES.COM](https://www.turkishairlines.com)

MEMBRE DE STAR ALLIANCE 

ATTERRISSAGE RÉUSSI POUR ADL !

L'Aéroport De Libreville (ADL) est sous les feux de la rampe depuis quelques temps : fin de concession, anniversaire des 30 ans de gestion de l'aéroport et Certification de l'aérodrome par l'Aviation Civile Gabonaise (ANAC).

Par Anne-Marie JOBIN

Nous avons demandé au Directeur Général d'ADL de faire le point sur ces sujets.

ECONOMIE GABON + : M Daniel Lefebvre, quatre ans de travail avec une accélération en 2017 et 2018 pour obtenir ce précieux certificat. Quand, et en concertation avec qui, avez-vous commencé et poursuivi les démarches nécessaires pour aboutir à tel résultat ?

La certification est l'affaire de tous les acteurs présents sur une plateforme aéroportuaire, surtout pour ceux qui sont du côté Air Side (coté piste), puisqu'il s'agit de réglementer et de mettre aux normes toutes les installations et les procédures concernant les aéronefs qui fréquentent l'aéroport. Nous avons collaboré avec l'ANAC (Aviation Civile Gabonaise) qui est le bras armé du ministère des Transports, avec l'ASECNA Internationale qui gère la tour de contrôle, avec les balisages et le service des secours incendie d'aéronefs (pompiers d'aéroport). Évidemment, avec les compagnies aériennes, la société de Handling (HPG), les sociétés de fret, la société SERVIR qui livre les repas et les compagnies pétrolières qui ravitaillent les

avions. Enfin, bien entendu, les services de l'État, la Gendarmerie de l'Air, la Police Aux Frontières (PAF) et la Douane ont été sollicités au même titre que les aviations militaires gabonaise et française qui utilisent le terrain. C'est donc bien un travail collégial, avec deux entités principales que sont l'ANAC et ADL, qui, avec l'aide des experts de l'OACI (Organisation Aviation Civile Internationale), nous a permis d'obtenir cette précieuse certification.

ECONOMIE GABON + : Quels ont été les problèmes les plus compliqués à résoudre ?

Je dirais qu'au départ il faut apprendre à se connaître, surtout lorsqu'on doit travailler sur des dossiers techniques complexes. Chacun a son propre domaine de compétences, sa façon de voir, sans forcément comprendre les problématiques de l'autre. Il y a aussi les limites rencontrées par chacun dans son environnement professionnel, soit en termes de temps à consacrer à ce dossier qui s'ajoute au travail quotidien, soit en matière de compétences, surtout sur des sujets très techniques. C'est pourquoi nous avons bénéficié de l'appui incontournable des experts ingénieurs d'EGIS qui nous ont accompagnés pendant les 4 ans de cette certification.

ECONOMIE GABON + : En termes d'investissement, qui a engagé les dépenses et pour quel montant global ?

Je ne peux parler que pour ADL bien sûr, puisqu'en termes d'études à mettre en œuvre, de travaux à réaliser et d'équipes à recruter et à former, nous atteignons 1 milliard 500 millions spécifiquement pour la certification. Mais au total sur les 4 dernières années, ce sont 4 milliards qui ont été investis sur la plateforme par ADL. Je crois savoir que l'ASECNA a dû consentir 1 milliard de son côté et l'ANAC, même si je n'ai pas les chiffres, a également contribué, notamment par le recrutement de personnel spécialisé.

ECONOMIE GABON + : L'aéroport de Libreville est le premier aéroport d'Afrique Centrale à être certifié. Outre l'honneur qui est fait au Gabon, qu'apporte une telle certification ?

Le premier gain est indéniablement une plus grande sécurité dans le transport aérien sur et autour de l'aéroport de Libreville. C'est le message fort auprès des passagers en premier lieu, mais aussi auprès des compagnies aériennes qui utilisent nos installations ou celles

qui ambitionnent de venir. Dans un second temps, nous avons le sentiment d'avoir franchi une étape importante de l'aéroport juste avant de fêter les 30 ans de la vie d'ADL, et cela est bien sûr une fierté pour nos 160 collaboratrices et collaborateurs qui font partie de la famille ADL.

ECONOMIE GABON + : Le contrat entre ADL et l'État gabonais n'ayant pas été renouvelé, vous allez entrer dans une période de passation de pouvoir. Comment se profile cette transition ?

Nous travaillons depuis plusieurs mois maintenant avec les équipes de GSEZ Airport qui vont reprendre la gestion de l'aéroport le 6 octobre prochain. Nous avons l'assurance que tout le personnel sera repris aux mêmes conditions dont il faut dire qu'elles sont très avantageuses, grâce à un dialogue social responsable depuis des dizaines d'années. Nous souhaitons le meilleur à cette nouvelle entité qui va maintenant piloter l'aéroport vers un avenir serein et plein de promesses.

ECONOMIE GABON+ : Souhaitez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un sujet que je n'ai pas évoqué ? Nos colonnes vous sont ouvertes.

Je suis arrivé au Gabon il y a maintenant 16 mois et j'ai l'impression d'y être depuis "cala-cala". Je repartirai du Gabon avec un sentiment d'inachevé bien sûr, il y a encore tellement à faire, mais aussi avec des souvenirs très agréables, des sourires, beaucoup de rires et parfois aussi des incompréhensions et des tensions, mais c'est cela en définitive l'humain qui nous est commun ■

CÉRÉMONIE DE REMISE DU CERTIFICAT DE L'AÉRODROME DE LIBREVILLE



Sous le parrainage de Monsieur le Ministre des Transports et de la Logistique,
AÉROPORT DE LIBREVILLE (ADL SA)
célèbre ses 30 ans du 27 au 29 septembre 2018 au sein de l'Aérogare.

Au programme sur 3 jours : des animations de Groupes traditionnels, des artistes tradi-modernes, des Humoristes et des Jeux concours.



DU 21 SEPTEMBRE AU 6 OCTOBRE 2018

ÇA CARTONNE AVEC **Castel Beer**

1 CARTON ACHETÉ
=
1 CARTON OFFERT



10 000 ^{F.CFA} *
le carton
acheté

CARTON DE 20 BOUTEILLES JETABLES 33 CL

*Prix de vente homologué

POINTS DE VENTE PARTICIPANTS :



GEANT CKdo
MAXI CKdo
SUPER CKdo
CKdo Pédiatrie

CKdo IAI
CKdo Wenzhou
(Kalikak)
CKdo Charbonnages

CKdo Lalala
CKdo Glass
CKdo Louis
CKdo Nzenz Ayong

CKdo Awendjé
CKdo PK5
CKdo PK8
CKdo PK12

Plus d'informations en magasin et sur CASTEL BEER GABON

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

Rachkham I

VAALCO DÉBLOQUE 500 MILLIONS DE DOLLARS D'INVESTISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

VAALCO, une société de l'industrie pétrolière qui, depuis 25 ans, contribue considérablement à l'économie du Gabon

Propos recueillis par Alain Michel MBINAH

La discrétion est aussi affirmée que ses investissements évalués au cours de cette période à 2,5 mds de dollars. Malgré la chute drastique du prix du baril en 2014, elle continue ses investissements et débloque 500 millions de dollars supplémentaires destinés à l'installation de deux autres plateformes offshore, embauchant 40 personnes supplémentaires.

Le constat de VAALCO formulé par son directeur général adjoint Monsieur Clotaire Kondja, en poste depuis 15 ans, est sans appel : « Nous sommes très satisfaits d'avoir

réussi à maintenir la production à Etame, à des niveaux compris entre 12 000 et 25 000 barils/jour au cours des 15 dernières années ».

Grace à leurs lourds investissements depuis 1995 sur le bloc Etame, VAALCO et ses partenaires travaillent sur 18 puits connectés à quatre plateformes offshore. Un navire de stockage et de chargement (FPSO) est à disposition. Le développement croissant de leurs activités a pour conséquence heureuse et directe de sensibiliser les esprits entrepreneuriaux locaux, sources de création d'emplois supplémentaires.



Monsieur Clotaire Kondja, directeur général adjoint

Au cours du 1^{er} semestre 2018, pour éviter des techniques invasives, VAALCO s'est dotée de trois « workovers » sur la plateforme d'Avouma. Cette acquisition a permis de produire 4000 barils supplémentaires/j sur les trois puits que compte ce site. Comme en témoigne Clotaire Kondja : « la production pétrolière offshore est une source et une valeur économique importante pour le Gabon et nous sommes heureux d'y contribuer ». Gageons que les ambitions de cette société ne s'arrêtent pas là. En effet, les estimations initiales de la production d'Etame de 30 millions de barils ont été largement dépassées en atteignant la barre de 100 millions de barils en 2017.

L'ensemble de ces résultats et de ces valeurs purement économiques n'exclut en rien l'engagement de VAALCO sur le plan social et sociétal. La société soutient l'ONG "Nissi" qui œuvre pour la protection de l'enfance, elle fournit à l'hôpital de Mayumba des matériels et des produits pharmaceutiques. Elle est également présente aux côtés de plusieurs écoles, en particulier celles de Ndindi et de Mayumba.

VAALCO affiche aussi son engagement pour la protection de l'environnement en souhaitant s'associer à l'initiative « Gabon Blue » du Chef de l'État. Elle l'a prouvé en s'impliquant et en accompagnant l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) dans le nettoyage des côtes gabonaises après une marée noire provenant du Congo ■



INTERVIEW CROISÉE ADRESSÉE À FRÉDÉRIC DESCOURS DIRECTEUR RÉGIONAL D'AIR FRANCE-KLM AFRIQUE CENTRALE ET À LOUISE AUDYLL ONGOUM DIRECTRICE AIR FRANCE GABON

AIR France : LE TRAIT D'UNION ENTRE LE GABON ET LE RESTE DU MONDE

La ligne d'Air France Libreville – Paris Charles-de-Gaulle bénéficie d'une haute considération au sein de la compagnie. La mise à disposition d'un vol quotidien sur des appareils équipés de 4 cabines dotées des meilleures conditions de confort est la preuve de l'attention particulière portée à cette liaison. Grâce à l'accès direct à l'aéroport de Roissy Charles de Gaulle, un des hubs les plus performants au monde, les passagers au départ de Libreville disposent d'un choix vers 314 destinations Air France-KLM.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON+ : Après plus de 70 ans de présence au Gabon, la ligne Libreville – Paris Charles-de-Gaulle a fait l'objet de quelques turbulences ces derniers mois. Pouvez-vous informer nos lecteurs des causes réelles de ce dysfonctionnement ?

Tout d'abord je tiens à préciser que notre première préoccupation était de maintenir la ligne Paris–Libreville et d'éviter les annulations. La cause principale de ces modifications de programme était l'indisponibilité de personnels navigants techniques et d'appareils. Air France a dû adapter son programme de vols en ayant recours à un affrètement Air Belgium du 1^{er} au 19 juin afin d'assurer ses opérations durant la période estivale. Ensuite, la ligne a été opérée en Airbus A330-200 d'Air France. Depuis le 1^{er} septembre, la route est à nouveau opérée en Boeing 777-200/300 d'Air France.

ECONOMIE GABON+ : Il semble que vous ayez été confrontés à des pressions. Qu'en est-il à présent ?

En contact permanent avec nos clients et les autorités locales, nous sommes à leur écoute et faisons de notre mieux pour les satisfaire. À présent tout est rentré dans l'ordre.

ECONOMIE GABON+ : F. Descours, vous représentez 7 pays de la zone d'Afrique centrale, quelle est l'organisation régionale d'Air France dans cette zone de l'Afrique et quelle est votre mission ? Quelles sont vos ambitions ?

En tant que Directeur régional d'Air France KLM au Gabon, je coordonne et mets en place la stratégie d'Air France sur les 7 pays de ma région qui sont le Gabon, le Cameroun, la Guinée Équatoriale, le Congo, la République Démocratique du Congo, le Tchad et la République de Centrafrique. Nous avons une équipe locale dans chaque pays composée d'un directeur-pays, d'un chef d'escale et de représentants commerciaux. Notre ambition est de rester proches de nos clients, d'accroître leur fidélité et de faire d'Air France leur compagnie préférée.

ECONOMIE GABON+ : Qu'est-ce qui différencie votre compagnie des autres compagnies présentes sur le territoire ?

Air France est la compagnie aérienne la plus ancienne au Gabon où elle opère depuis 72 ans, sans interruption. Nous avons établi une relation de confiance avec nos clients gabonais qui sont profondément attachés à la marque Air France.

Notre atout majeur est la desserte quotidienne de Paris Charles-De-Gaulle, notre hub, qui permet de rallier 1000 destinations dans le monde, grâce à nos partenaires. D'autre part, nos nouveaux horaires sont très appréciés par nos clients, car ils permettent de meilleures connections à leur arrivée à Paris.

Notre produit long-courrier est aussi un réel atout et offre un confort incomparable, que ce soit en Première, en Business, ou en Premium Economy.

Notre mission est d'apporter à nos clients la meilleure expérience de voyage inspirée de la culture et du savoir-faire français. Par exemple chez Air France, le champagne est offert à tous les clients à bord !



Frédéric DESCOURS Directeur Régional d'Air France-KLM Afrique centrale



Louise Audyll ONGOUM Directrice AIR FRANCE GABON

ECONOMIE GABON+ : La qualité dans une entreprise se mesure aussi par la qualité des services rendus aux clients. Quelle est la situation du rapport qualité/prix à Air France Gabon ?

Une étude effectuée récemment auprès de nos clients montre qu'en Afrique Centrale, les critères de qualité et de prix arrivent respectivement en quatrième et cinquième position après le réseau, la réputation de la compagnie et le programme *Flying Blue*. Ce sont deux critères importants pour nos clients, nous y travaillons beaucoup avec nos équipes commerciales. La qualité du produit est reconnue sur le marché. Concernant les prix, le tarif moyen en classe économique a baissé de plus de 8% par rapport à 2016 et nous proposons des tarifs promotionnels tout au long de l'année.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est votre part de marché ? Quel est votre taux de remplissage ?

Ce sont des données confidentielles. Je peux cependant vous dire qu'Air France est leader en parts de marché sur la ligne Libreville–Paris.

ECONOMIE GABON+ : Quelles ont été les conséquences de la crise économique que traverse le Gabon ? Ressentez-vous les prémices d'une reprise ?

L'industrie du voyage et de l'aérien en particulier est toujours la première touchée en cas de crise économique. Elle représente un poste de dépenses que les entreprises réduisent en premier lieu, soit en limitant le nombre de déplacements, soit en privilégiant la cabine Economy à la cabine Business. Il en est de même pour les particuliers.

Air France a effectivement été touchée, comme la plupart des entreprises, mais nous nous adaptons tout en maintenant un vol quotidien. Nous modifions aussi notre politique commerciale avec des offres plus souples auprès de nos clients Corporate, ou en ajustant les prix pour la clientèle loisir. Réactivité et agilité sont les maîtres-mots pour faire face à cette période et nous restons optimistes quant à l'avenir économique du Gabon.

ECONOMIE GABON+ : Que répondez-vous aux voyageurs qui se plaignent du prix du km parcouru entre Paris et Libreville qui semble être le plus élevé de tous vos vols ?

Dans l'aérien, les prix ne sont pas calculés en fonction du km parcouru, mais en fonction d'une multitude de facteurs directs et indirects. D'autre part, Air France adapte ses tarifs en permanence en fonction de l'offre et de la demande. Quand un client choisit Air France, il ne le fait pas seulement sur le critère tarifaire, mais sur l'ensemble de la prestation fournie. Je saisis cette occasion pour vous informer que nous lancerons bientôt des tarifs très compétitifs.

ECONOMIE GABON+ : Quelle est la contribution d'Air France à l'économie gabonaise ? Combien d'emplois directs et combien d'indirects ?

Air France a choisi d'installer son siège régional ici à Libreville. C'est donc depuis le Gabon qu'est managée toute la politique commerciale, financière, administrative et opérationnelle pour la zone de la CEMAC, avec une équipe de plus de 45 personnes au Gabon.

Concrètement, c'est donc 45 emplois directs et un millier d'emplois indirects pour l'économie gabonaise, un pont aérien avec plus de 130 000 passagers transportés, plus de 4000 navigants par an, plusieurs milliers de tonnes de fret transporté et près de 300 entreprises sous-traitantes liées à nos activités.

ECONOMIE GABON+ : Êtes-vous satisfait des services d'ADL ? Quelle est votre opinion concernant la future construction du nouvel aéroport situé en périphérie à une trentaine de km de Libreville ?

Cela fait 30 ans que nous travaillons avec ADL, un partenaire solide qui vient notamment d'obtenir sa certification OACI. Bientôt, nous aurons le plaisir de collaborer étroitement avec GSEZ-Airport, nouveau gestionnaire de l'aéroport.

La construction d'un nouvel aéroport est toujours une bonne opportunité d'améliorer les services et l'expérience client, en partenariat avec les compagnies aériennes et autres acteurs du secteur.

ECONOMIE GABON+ : Air France est engagée dans la vie sociale comme toute entreprise à responsabilité sociétale. Quelles sont les actions sociales réalisées par Air France en faveur des populations gabonaises ? Quels sont les secteurs au sein desquels vous intervenez ?

Au Gabon, Air France milite au profit de plusieurs causes, notamment sur la question environnementale à laquelle les salariés d'Air France consacreront une journée le 15 décembre prochain, dans le cadre de son engagement sociétal.

Aussi, l'éducation et la jeunesse restent des éléments majeurs pour lesquels nous nous mobilisons volontiers en nous investissant dans la récolte de fournitures scolaires ou en participant à des événements favorisant l'entrepreneuriat de cette nouvelle génération.

ECONOMIE GABON+ : Quelles ont été les dernières actions majeures menées par Air France au Gabon ?

Air France est heureuse de s'être associée une fois de plus au séminaire des Sambas professionnels en tant que transporteur officiel. Nous affirmons ainsi notre volonté de contribuer à l'économie gabonaise auprès de sa jeunesse.

Les équipes d'Air France ont été mobilisées tout au long de cet événement afin d'offrir aux participants un accompagnement attentionné.

À cette occasion, Manu Dibango et Pape Diouf se sont rendus dans notre agence, ce qui nous a permis de réaffirmer avec eux notre engagement pour l'entrepreneuriat au Gabon ■

Finatra, filiale du Groupe BGFIBank, évolue et adapte ses financements aux entreprises sous différentes formes : Crédits bail, Investissement et Affacturation.



Monsieur Hygin ANKAMA,
Directeur Général de Finatra (Au centre)

Après 20 ans d'activité marquée par le crédit à la consommation et par l'intégration du crédit-bail suite à l'opération d'absorption de BGFIBail, Finatra, filiale du Groupe BGFIBank s'est installée comme un acteur de 1er ordre pour les financements des particuliers et des entreprises notamment les petites et moyennes entreprises & industries (PME/PMI), les professionnels.

Ainsi, dans le cadre de la spécialisation de ses entités opérationnelles, le Groupe BGFIBank a initié la diversification des activités de sa Filiale Finatra SA en lançant le produit crédit Affacturation.

L'Affacturation est un mode de financement qui accompagne les Entreprises dans la gestion de leur poste clients afin de faciliter leur expansion. Ce produit sur mesure consiste à mettre à la disposition des entreprises de la trésorerie en contrepartie des créances cédées à Finatra par voie de subrogation.

Ce produit, vient compléter son offre commerciale existante : **Crédit-Bail, Crédit à la consommation et le Crédit d'investissement.**

Le déploiement de ce produit va conforter la nouvelle vision qui est celle d'être la référence des Financements Spécialisés dans la zone CEMAC. Ainsi, la société passe d'une logique de Crédit à une logique de Financement, et devient en conséquence le premier et le seul établissement financier à commercialiser une offre de financements spécialisés.

C'est dans ce cadre que Finatra a présenté à la presse, lors d'une cérémonie de signature des conventions de services entre Finatra/Assinco/Coface, ce nouveau produit dénommé « Affacturation » qui entre dans le package de son offre commerciale destinée aux Grandes Entreprises, aux PME/PMI et aux Professionnels.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DE FINATRA AVEC CETTE SIGNATURE?

Dans la pratique, le métier d'Affacturation nécessite l'intervention de plusieurs acteurs selon que l'on soit en Affacturation sans recours ou avec recours. La signature des accords de partenariat entre Finatra SA et Assinco, d'une part, et Finatra - Coface Gabon, d'autre part a un double objectif.

- Le partenariat avec Assinco permettra de sécuriser les relations d'affaires entre Finatra et ses clients sur ce nouveau produit ;
- Le partenariat avec Coface Gabon est un cadre d'assistance technique en matière de production d'information sur la qualité du portefeuille acheteurs avant et après financement Affacturation. *In fine*, ce cadre permettra à Finatra d'avoir une visibilité sur les habitudes de paiement des principaux débiteurs finaux.

QUEL EST L'IMPACT DANS LA VIE DE VOS CLIENTS? (QU'EST-CE QUE CELA VA CHANGER POUR EUX ?)

De nos jours les entreprises font face de plus en plus aux tensions de trésorerie, dans l'attente des règlements de leurs créances (factures) et dont les délais de paiement sont généralement étendus sur plusieurs semaines.

Grâce à l'Affacturation, Finatra met désormais à la disposition de sa clientèle Entreprises et Professionnels de la trésorerie en contrepartie des créances clients cédées.

Ce financement cause impacte positivement la vie des clients de Finatra au regard de trois services qu'il renferme :

- La mise à disposition immédiate de la trésorerie en contrepartie des créances cédées (car une bonne vente est une vente payée) ;
- La gestion du poste clients ;
- La prévention des risques contre les impayés.

Pour les clients des clients de Finatra, la collaboration avec Finatra sur ce produit présente plusieurs avantages dont nous rappelons ci-dessous les principaux :

- Centralisation de règlements des fournisseurs vers le compte bancaire de Finatra ;

- Amélioration de la relation avec les fournisseurs ;
- Règlement de créances fournisseurs au comptant sans que cela ne pèse sur la trésorerie, donc optimisation de la gestion du Besoin Fonds de Roulement.

QUAND AVEZ-VOUS ESQUISSE LES PREMIERS PAS DE CET ACCORD?

- En Mars 2017 suite à la décision de Conseil d'Administration de diversifier l'offre commerciale de Finatra pour l'intégration du produit Affacturation. Ainsi, une équipe projet a été mise en place pour définir entre autre le cadre juridique, objet de la signature de cet accord stratégique entre Finatra/Assinco/Coface ■

Libreville: +241 01 77 40 82 / 07 09 33 82
Immeuble Concorde, Boulevard de l'Indépendance

Port-Gentil: +241 07 97 99 96 / 04 36 24 35
Station Petro Gabon, Carrefour Tobia

eqcfinatra@bgfi.com
www.groupebgfibank.com


Finatra
Le spécialiste du Financement

Grandes Entreprises - PME / PMI - Professionnels

LES RESPONSABLES DES ORGANISMES DE LA ZONE FCFA SE SONT RÉUNIS DERNIÈREMENT AVEC LES REPRÉSENTANTS DU MINISTÈRE FRANÇAIS DES FINANCES POUR ÉVALUER L'ÉVOLUTION DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES DE CES ÉTATS.

Par la rédaction

Les responsables des institutions des 14 pays de la zone F cfa (Beac, Bceao, Bdeac, Uemoa, Cemac, Sadec etc...) se sont réunis à Bercy en France autour des représentants du ministère français des Finances et de la Banque de France.

Cette rencontre s'est déroulée en prélude de la conférence des ministres des Finances des 14 pays de la zone F cfa qui se tiendra les 5 et 8 octobre prochain dans la capitale française.

Le but de cette réunion était d'évaluer l'évolution de la situation économique de chaque pays en s'appuyant sur ses indicateurs économiques.

S'agissant de la CEMAC, le président de la commission de cette institution, Pr Daniel Ona Ondo, a indiqué que l'évolution des indicateurs économiques des pays de la zone sont satisfaisants, bien qu'encore fragiles.

De plus, après analyse des critères de convergence, la commission de la CEMAC constate que ceux-ci sont favorables à la relance des économies des pays de l'Afrique centrale.

Rappelons que ces critères de convergence comportent le solde budgétaire de référence, le taux d'inflation, le taux d'endettement public et l'accumulation d'arriérés de paiement, le programme économique du FMI, mais aussi les mesures d'ajustement prises au niveau du programme économique et financier de la CEMAC.

LES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC EN CONCLAVE À BERCY DÉPLORENT LA MAUVAISE FORME DE SERVITUDE VOLONTAIRE.

La rencontre des ministres des Finances de la zone franc s'est tenue dans un contexte très particulier en ce vendredi 7 septembre, car cette monnaie connaît une forte déviance. N'appréciant guère, certains économistes ont haussé le ton pour se faire entendre. Tous ont déploré une certaine forme de « servitude volontaire ».

Pour ces économistes, il est urgent d'organiser une rencontre sérieuse pour statuer sur le franc CFA. Selon Carlos Lopes, secrétaire général de la commission économique africaine, « il faut un débat sur le franc CFA ». Pour trouver une issue heureuse, il est d'avis que les économistes africains posent le débat sur la table.

Cette réunion des ministres des Finances est habituelle, car elle permet d'harmoniser de nombreuses positions, en particulier avant la réunion d'automne des institutions de Bretton Woods qui se tiendra semaine 38 à Washington. Il sera beaucoup question de l'efficacité de l'investissement public. Il faudra aussi identifier les obstacles au développement et à l'intégration du crédit, y compris la convergence en zone franc.

À propos du débat sur le franc CFA, des institutions centrales (BCEAO et BEAC) observent le silence. Ont-elles donné des

consignes à leurs agents ? La réponse est difficile à trouver. Mais, une chose est certaine : le débat sur le franc CFA se poursuit.

« Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ? ». C'est le titre d'un ouvrage que des économistes africains comptent faire paraître aux éditions La Dispute à compter du lundi 3 octobre ■

UN CODE DES INVESTISSEMENTS AU GABON POUR REMPLACER LA CHARTE.

Parce que le Gabon ne disposait que d'une charte des investissements datant de 1998, le gouvernement, par le biais du ministère de la Promotion des Investissements et des Partenariats Public-Privé, entamera une réflexion sur l'étude du Code des Investissements dans le but d'intéresser et de rendre attractive l'économie nationale.

À l'instar d'une charte, ce code permettra de favoriser et de promouvoir les investissements productifs, d'encourager la création d'activités liées à la transformation de matières premières chère aux autorités, d'assurer la création d'emplois durables et de produits compétitifs.

Selon la ministre Madame Madeleine Berre, il permettra également d'adapter le cadre légal

gabonais aux objectifs de diversification et aux nouvelles données de l'économie.

Ces aspects ainsi que ceux relatifs aux récentes réformes du Doing Business engagées par les autorités, ont constitué l'essentiel des échanges entre la directrice des opérations de la Banque mondiale pour l'Afrique centrale, Elisabeth Huybens et le ministre de la Promotion des Investissements et des Partenariats Public-Privé, Madame Madeleine Berre.

Le groupe de travail aura entre autres mission de créer une matrice des investissements intégrant les aspects fiscaux, douaniers, d'immigration, de droit du travail, la réglementation des changes et le régime commercial ■

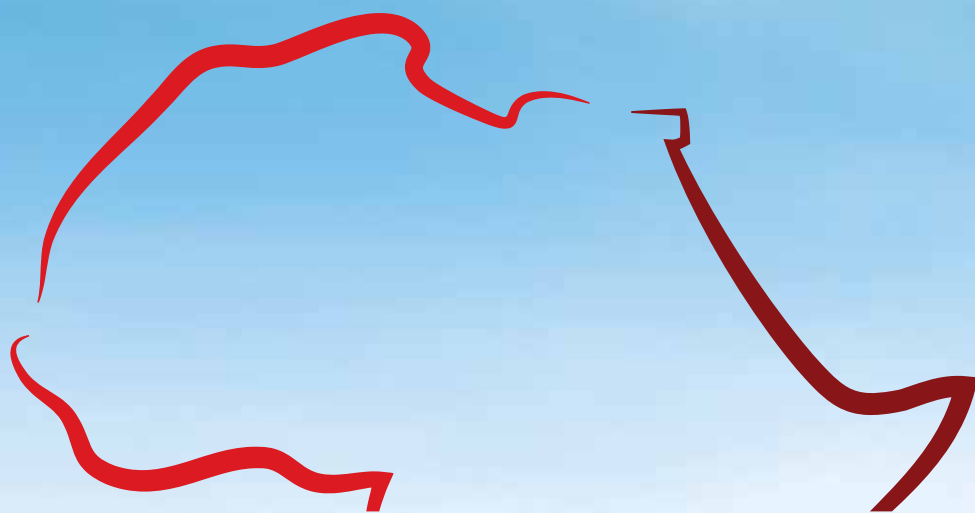
OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS

Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

AFRIJET

Le cœur de l'Afrique vous est ouvert.



LIBREVILLE



PORT-GENTIL



FRANCEVILLE



BRAZZAVILLE



POINTE-NOIRE



DOUALA



SAO TOMÉ



YAOUNDÉ



*Voyagez au cœur de l'Afrique
en toute sérénité*

www.flyafrijet.online



BTP : UN DES AXES STRATÉGIQUES DU DÉVELOPPEMENT

Évoquer et développer un sujet sur le BTP nous amène à établir des constats touchant de multiples secteurs d'activités. Les bâtiments et travaux publics concernent de nombreux corps de métiers, touchent de près l'économie d'une nation et, par voie de conséquence, les foyers des citoyens. Les analystes se complaisent à dire que : « *quand le bâtiment va tout va !* » Effectivement, c'est un secteur porteur d'emploi qui fait baisser la courbe du chômage et génère ainsi un pouvoir d'achat favorable aux tendances haussières des bourses.

Ces évidences sont valables à l'international, mais pas communes à chaque continent.

Aujourd'hui, 30 % de la population mondiale détient un titre de propriété officiel. Ce précieux sésame est un luxe souvent hors de la portée de la majorité des personnes vulnérables. Un

régime foncier détermine qui peut utiliser quelles ressources, pendant combien de temps et dans quelles conditions. Les systèmes fonciers peuvent être fondés sur des politiques, des règles et des lois écrites comme sur des pratiques et traditions non écrites. En freinant la croissance économique, les régimes fonciers défaillants perpétuent la pauvreté et la marginalisation. Le contraire est tout aussi vrai : des droits fonciers établis et dûment appliqués peuvent encourager la croissance, réduire la pauvreté, renforcer le capital humain, promouvoir l'équité économique et, de manière plus générale, soutenir le progrès social.

Le BTP concerne aussi la construction d'ouvrages d'importance capitale. Les réseaux routiers indispensables au développement d'un pays, les barrages hydrauliques notamment pour fournir et générer de l'électricité, autant de sujets qui intéresseraient nos lecteurs.

Le BTP et ses grands chantiers, tout comme l'agriculture ainsi que l'extraction puis la transformation des matières premières, sont des pans essentiels de l'économie et du développement d'un pays. Au Gabon, d'importants ouvrages de BTP sont en cours de réalisation et certains d'entre eux sont stoppés. Nous avons posé des questions aux intéressés, mais elles sont restées sans réponse. Même résultat pour des intervenants fournissant des gros matériels ou opérant pour le compte de grands constructeurs...

Nous préférons donc réduire le dossier dédié à la profession plutôt que d'hypothéquer ou de subodorer et développer des informations faillibles. Nous vous invitons à lire l'évolution du chantier de la Baie des Rois, à découvrir l'univers d'une société de services indispensables à tous chantiers et aussi la création d'un club régissant les promoteurs et agences immobilières ■

INTERVIEW ADRESSÉE À EMMANUEL EDANE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FMCT BAIE DES ROIS : DU MYTHE À LA RÉALITÉ

LA BAIE DES ROIS : Situé en plein centre-ville, ce futur pôle multifonctionnel installé sur 40 ha est une avancée sur la mer qui rappelle les constructions de Monaco. Les chiffres sont éloquentes : 80 340 m² de commerces – 203 325 m² de bureaux – 41 870 m² de logements – 18 200 m² d'équipements – 34 920 m² d'hôtels (540 chambres / appartements) ...

Par Anne-Marie JOBIN



ECONOMIE GABON+ : M. EDANE, les travaux de la Baie des Rois ont commencé en 2013. À l'aube de l'année 2019, merci de nous relater l'historique de ce chantier pharaonique appelé initialement le « Champ Triomphal » puis rebaptisé la « Baie des Rois ».

Les travaux de la Baie des Rois ont commencé, en effet, depuis 2013. Ce fut dans un premier temps un projet étatique, lancé et mis en œuvre par le ministère des Infrastructures par le biais de l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT). Il était ensuite naturel qu'une société d'aménagement prenne le relais pour le développement de ce projet urbain. En 2015, le projet a été transféré au Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques (FGIS) qui a créé la société d'aménagement FMCT afin de développer le plan d'aménagement du projet et mettre en œuvre les travaux restant à réaliser avant commercialisation. Aujourd'hui, les travaux maritimes de la Baie des Rois sont finalisés à 65%. La

zone Nord (située face à Jeanne Ebori), dont les travaux maritimes sont livrés et les parcelles bornées, est entrée dans sa phase de viabilisation (terrassment, réseaux humides, réseaux secs, voiries et revêtements). Les axes routiers devraient être finalisés avant la fin de l'année 2018.

ECONOMIE GABON+ : En termes de financement, quels sont les acteurs économiques qui soutiennent la réalisation ?

Comme je l'ai expliqué plus haut, la société FMCT est une société d'aménagement urbain privée créée par le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques. Afin de pouvoir entamer les premiers travaux, nous avons donc bénéficié d'un capital social de lancement. Cependant, le projet Baie des Rois s'autofinance. C'est pourquoi nous avons mis en place un plan d'aménagement phasé par zones. Cinq zones ont ainsi été délimitées. Les recettes issues du prix de vente des terrains de la première zone permettant d'entamer et de finaliser

les travaux de la zone suivante à construire et ainsi de suite. Ce principe est celui que l'on retrouve dans ce type de projet au Maroc, à Dubaï et ailleurs.

ECONOMIE GABON+ : Vous vendez sur plan les premiers lots de la première phase. Quels sont-ils ? Quels sont vos objectifs et quelles sont les actions menées pour les atteindre ?

En tant qu'aménageur urbain, FMCT viabilise les terrains et les vend à des promoteurs investisseurs afin qu'ils construisent des bâtiments en adéquation avec le Manuel de développement qui est la charte d'urbanisme du projet. Les terrains de la zone Nord de la Baie des Rois sont en effet en vente actuellement. Ils sont divisés en 11 lots proposant des bâtiments de bureaux, de logement, un centre commercial et un centre hôtelier 4 et 5 étoiles. Nous avons lancé le 8 juillet dernier des avis à manifestation d'intérêt concernant le centre commercial, le centre hôtelier et un bâtiment de bureaux. Nous prévoyons également d'être présents à des forums internationaux.

ECONOMIE GABON+ : Quand seront livrés les premiers espaces et de quelle nature seront-ils ? Hôtellerie ? Logements ? Commerces ?

Les terrains de la zone Nord sont d'ores et déjà constructibles et ouverts à la commercialisation. Il sera possible de réaliser sur les 12 hectares de la zone Nord plus de 50 000 m² de bureaux, 4 380 m² de logements, plus de 30 000 m² de commerces dont un centre commercial de 22 000 m² et 35 000 m² seront destinés à l'hôtellerie.

ECONOMIE GABON+ : Quel est le coût du m² à l'achat à ce jour ? Les prix diffèrent-ils s'il s'agit d'une exploitation commerciale ou d'un logement ?

Comme vous l'avez souligné, nous vendons en termes de surface de plancher et de droit à construire : les prix sont donc différents d'une parcelle à l'autre en fonction de la localisation, de la surface de plancher et de l'usage prévu par le Manuel de développement de cette parcelle. Ainsi, le prix au mètre carré sur une parcelle destinée à la construction d'un immeuble de bureaux de 10 étages situé sur le boulevard du bord de mer sera différent de celui d'un terrain de même superficie sur lequel sera construit un hôtel de 5 étoiles de 200 chambres avec vue sur la mer. De plus, il y a des AMI (Avis à Manifestations d'Intérêts) en cours pour que les promoteurs nous proposent le meilleur projet architectural, technique et financier.

ECONOMIE GABON+ : Dans quel délai l'ensemble de cet ouvrage sera-t-il livré ?

Comme tout chantier de ce type à travers le monde, il s'agit d'un projet qui durera une quinzaine d'années dans son ensemble, mais les premiers bâtiments devraient être là d'ici 2020. En effet, pour des raisons économiques, il est

impératif que ce projet s'installe dans le temps : l'offre de bâtiments neufs de la Baie des Rois est tellement importante qu'elle doit être planifiée.

ECONOMIE GABON+ : Les administrations auront-elles un droit d'accès au même titre que les investisseurs privés ?

Les administrations sont bien-sûr invitées à se positionner sur ce projet. Des discussions sont d'ailleurs en cours à ce sujet. De nombreuses entreprises nous ont contactés pour établir leur siège social sur le site de La Baie des Rois.

ECONOMIE GABON+ : Des entreprises déjà installées au Gabon ou de futurs investisseurs au Gabon ?

Les deux. Des entreprises gabonaises nous ont contactés, de même que certaines antennes administratives. Des investisseurs internationaux français, chinois, sud-africains, marocains, émiratis et j'en passe ont également fait cette démarche.

ECONOMIE GABON+ : Ces espaces seront-ils louables ou uniquement destinés à la vente ?

Les terrains sont disponibles à la vente, mais pourraient également être sous le joug d'un bail emphytéotique. Les produits ensuite proposés par le nouveau propriétaire seront donc soit vendus à leur tour soit loués en fonction de la nature du contrat signé.

ECONOMIE GABON+ : Combien d'emplois directs ont-ils été créés ? Rencontrez-vous des problèmes de ressources humaines ?

De nombreuses sociétés ont travaillé sur le chantier de la Baie des Rois. Pour n'en citer que quelques-unes, la société CHEC, la société COLAS, la société STUDI et la société ROYAL HASKONING qui pour la plupart ont de nombreux collaborateurs gabonais. Cette année, plus de 200 Gabonais ont travaillé sur le site, mais ce chiffre reste variable en fonction des travaux.

ECONOMIE GABON+ : Souhaiteriez-vous aborder ou mettre un accent particulier sur un sujet que je n'ai pas évoqué ? Nos colonnes vous sont ouvertes.

Le projet de La Baie des Rois est une nouvelle façon de voir la ville. C'est un projet novateur en Afrique, il permet de répondre à de nombreuses questions : technologiques, économiques, touristiques, commerciales, culturelles et historiques. C'est un enjeu majeur pour le Gabon de demain ■



CRÉATION DE L'ASSOCIATION DES AGENTS IMMOBILIERS : AGAI

Par Philippe CHANDEZON

Le fait de passer par un agent immobilier professionnel est une garantie pour le client de réaliser une opération sécurisée. L'agent immobilier est tenu à un devoir de conseil. Avant de mettre un bien à la vente, il s'assure de la régularité de la transaction et communique aux parties toutes les informations techniques nécessaires. Son expertise lui permet d'anticiper tous les points qui risqueraient de retarder, voire d'empêcher la réalisation de la transaction.

Jusqu'à une période récente, la profession d'agent immobilier était peu encadrée en république gabonaise. Elle est maintenant régie par le décret N°00236/PR portant promulgation de la loi N°006/2017 du 9 août 2017. Cette loi définit les conditions d'exercice de la profession d'agent immobilier et était vivement attendue par les professionnels du secteur dans un contexte où depuis un certain temps, de nombreuses personnes avaient tendance à s'improviser agent immobilier sans aucun respect des règles de base. Cette loi prévoit notamment l'obligation d'obtenir l'autorisation d'exercer délivrée par le ministère en charge de l'Habitat et l'obtention d'une carte professionnelle délivrée par la corporation. Ce dernier point a amené les principales agences en exercice à se rapprocher du cabinet FFA Juridique et Fiscal membre d'Ernst & Young International pour la création de l'Association Gabonaise des Agents Immobiliers. Toutes les personnes désireuses de se conformer à la loi sont priées de se rapprocher de BICP qui leur fournira la liste des pièces à fournir pour adhérer à l'association ■



LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



BIENS DU MOIS A LOUER

NAT.	CARACT.	SURF.	PRIX Fcfa	LOCALISATION	PIEC.	PARK./DOC.
Bureaux	Vue sur mer, open space	250 m2	2 500 000	Bord de mer, Immeuble BICP	6	4
Bureau vitré	Cadre agréable	65 m2	800 000	Bord de mer, Immeuble BICP	1	2
Appart. meublés	Vue sur mer	75 m2	1 500 000	Immeuble BICP et Résidence Equateur	2	2
Appart. meublés	Vue sur mer	210 m2	2 400 000 à 3 600 000	Résidence Equateur	3 à 4	2
Appart.	Vue sur mer, piscine et salle de sport	160 m2 et +	1 500 000	Batterie 4	4	2
Villa en duplex.	Guérite, gardien et dépendance	593 m2	2 500 000	Bas de Gué Gué près du Lycée Français	5	2
7 Duplex individuels	Cour et piscine communes		1 000 000	San Gel OKALA	5	2

BIENS DU MOIS A VENDRE

Villa	Piscine, dépendance + loge gardien	190 m2	300 M	Angondjé	4	TF
Terrains	Bordure de route	500 m2	30 M	Angondjé		TF
Villa	Atelier + Magasin + bureaux	1320 m2	200 M	IAI/Mindoube	9	TF
3 R+ 1	14 appartements en finition	1700m2	370 M	Alibendeng	4	Décret définitif
2 villas jumelées en triplex	En finition, matériel disponible	500 m2	115 M	Angondje Château	10	TF
Villas ADHI	En béton allégé	61 m2 et +	à partir de 15 M	Sur votre terrain	3 et +	

NOS PRODUITS À DISPOSITION



Résidence Equateur, appartements et studios meublés en location à Louis



Villa contemporaine à vendre meublée à IAI/Mindoube, avec Bâtiment magasins & bureaux



Appartement grand luxe meublé à louer à Louis



Villa témoin ADHI en béton allégé 61 m2, 15 M hors fondations



Villa haut standing avec piscine à Angondjé



Bureaux en open space à louer à l'immeuble BICP

Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon
Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00

Email.: pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / Site internet : www.bicpgab.com
Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64

A QUOI SERT UN BUREAU D'ETUDES ET DE CONSEILS EN BÂTIMENT ?

La Société SCO (Société de Coordination et d'Ordonnancement) fut créée en France en 1967, mais le siège social du groupe SCO est présent à l'international. Sur le continent africain, il est représenté en Côte d'Ivoire pour l'Afrique de l'Ouest et au Gabon pour l'Afrique Centrale. La société intervient sur des projets dans le bâtiment et sur des infrastructures linéaires. Elle est indépendante de tout groupe financier ou industriel.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON+ : Monsieur RIC-TER, pourquoi SCO Gabon ?

SCO Gabon, société de droit gabonais, a été créée en 2011 pour répondre aux besoins en ingénierie du BTP pour l'Afrique Centrale en proposant son savoir-faire issu du vivier de compétences des ressources humaines du groupe SCO, de son expérience et de son expertise forte en Afrique francophone.

ECONOMIE GABON+ : Monsieur RIC-TER, vous êtes Directeur Général de SCO Gabon depuis 7 ans. Votre expérience professionnelle et votre connaissance des marchés du pays sont des sources d'informations précieuses pour le développement de notre dossier du mois. En quoi consistent vos études ? Quand et comment intervenez-vous ?

Nous avons différents métiers qui nous permettent d'intervenir à tous les niveaux de prestations intellectuelles dans un projet de bâtiment.

Les missions que nous confient les donneurs d'ordre publics et privés sont la maîtrise d'ouvrage délégué (MOD), l'assistance à maîtrise d'ouvrage et conseil HQE (AMO), la maîtrise d'œuvre (MOE).

Nos métiers sont également l'ordonnancement, le pilotage, la coordination de projet (OPC). Le pilotage B, la coordination de ZAC, l'OPC urbain. Nous réalisons en outre des missions importantes de direction de travaux et de maîtrise d'œuvre d'exécution.

Nous sommes intervenus et intervenons sur des chantiers d'importance au Gabon.

Nous sommes l'interface entre le maître d'ouvrage, c'est-à-dire le client, le donneur d'ordre et la société qui construit. Nous veillons à la cohérence du projet entre sa conception et sa construction.

Nous veillons également au respect des procédures définies et au contenu des cahiers des charges.

Nous appliquons les normes gabonaises quand elles existent. Dans le cas contraire, nous appliquons les normes constructives françaises et l'*Eurocode* qui correspondent aux normes européennes de conception, de dimensionnement et de justification des structures de bâtiment et de génie civil.

Nous savons appliquer les normes américaines quand les cahiers des charges le spécifient.

ECONOMIE GABON+ : Quelle a été la motivation pour que SCO s'installe au Gabon ?

En 1977, le groupe SCO est intervenu par le biais de SCO AO dans la construction du Palais Présidentiel en qualité d'OPC.

En 2011, les nombreux chantiers inhérents aux BTP et une vision économique favorable nécessitaient de plus en plus l'implication de sociétés à fort potentiel de savoir-faire dans les métiers que nous pratiquons. Le Président Directeur Général a décidé que le groupe devait s'impliquer davantage et a créé SCO Gabon.

ECONOMIE GABON+ : Quels sont les projets auxquels vous avez contribué et quels sont ceux sur lesquels vous travaillez en cette fin d'année ?



Monsieur Alain RICTER, directeur générale de la société SCO Gabon

Depuis 2011, la société SCO a participé pour exemple à la construction d'ouvrages tel que GML (*Gabon Mining Logistics*) en qualité d'OPC pour le compte du groupe Bolloré, l'école des mines et de la métallurgie de Moanda, en qualité de maître d'œuvre d'exécution et d'OPC pour la société COMILOG.

Nous sommes intervenus également en qualité de maître d'œuvre d'exécution pour l'hôtel Park Inn et la réhabilitation du salon VIP de l'aéroport Léon M'Ba.

Nous avons été mandatés en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage pour la construction du siège du secrétariat général de la conférence internationale des marchés d'assurances (CIMA), bâtiment de grand hauteur situé en centre-ville à côté de la bourse des valeurs.

Nous avons réalisé des missions importantes de direction de travaux pour le stade Omar Bongo et plus récemment sur le projet de l'*African Music Institut*.

Actuellement nous pilotons le chantier de la holding de la BGFIBank. Nous effectuons simultanément une mission de maîtrise d'œuvre d'exécution dans le cadre de l'aménagement du nouveau siège social d'Orabank, situé « Immeuble Serena Mall » en centre-ville. Nous avons d'autres opérations en cours qui doivent démarrer avant la fin de cette année.

J'ajoute également que la majeure partie des ouvrages que je vous ai énumérés précédemment ont été conçus par des cabinets d'architecture de Libreville. Pour ma part, je conserve un fort souvenir professionnel. Je salue la prestation de l'architecte concepteur de l'école des mines de Moanda et l'ensemble des intervenants à l'acte de construire pour cet ouvrage en particulier : une réussite en la matière.

ECONOMIE GABON+ : Quelle a été votre implication dans le chantier de construction de la Baie des Rois ?

Le groupe SCO s'est manifesté en répondant à un avis à manifestation d'intérêt.

Néanmoins, seule ma hiérarchie est en mesure d'apporter des précisions sur cette affaire.

Je ne suis pas habilité pour produire des informations à ce sujet.

ECONOMIE GABON+ : En termes de ressources humaines, comment recrutez-vous ? Quel est votre effectif ? Combien de corps de métier sont nécessaires à vos études et lesquels ?

Dans un premier temps, comme je le précisais plus haut, le groupe SCO possède un vivier de compétences dans les domaines et les métiers que nous exerçons.

Nous avons également d'autre moyen de recrutement quand c'est nécessaire, comme la plateforme ALUMNI. Celle-ci permet aux diplômés gabonais en France, désireux de travailler et d'exercer au Gabon de s'inscrire à la base de données de recherche d'emploi dans leur domaine d'activité.

Le groupe SCO et SCO Gabon possèdent un réseau important de partenaires et s'appliquent à développer des activités et des prestations B2B.

Les effectifs et les qualifications varient en fonction de la nature des missions qui nous sont confiées, de leur complexité et de leur durée. Mais surtout de la capacité du marché de la construction à fournir de l'emploi qualifié et de la volonté des donneurs d'ordre à produire des ouvrages de qualité.

NOUS AJUSTONS DONC NOS EFFETIFS À LA DEMANDE.

Nos principales ressources humaines indispensables à l'exercice de nos métiers sont architectes, ingénieurs dans tous les domaines du BTP, techniciens niveau BTS, économiste de la construction, etc.

Par ailleurs, les chefs de projet SCO sont en règle générale secondés par de jeunes diplômés gabonais. C'est le cas actuellement sur les ouvrages en cours.

J'ajoute également que nous sollicitons ou travaillons de concert avec des cabinets d'architecture.

ECONOMIE GABON+ : Vous impliquez vous dans la formation, l'apprentissage des jeunes ?

En termes de formation, nous avons la mission, le devoir, de former les jeunes diplômés à nos différents métiers en inculquant une culture technique irréprochable.

Nos métiers demandent de l'expérience, de la maturité, de l'exigence, de la rigueur et beaucoup de sang-froid face aux innombrables difficultés auxquelles nous sommes constamment confrontés.

Nos métiers évoluent très vite et c'est pourquoi des suivis techniques continus et spécifiques sont indispensables même si les coûts de formation sont onéreux.

Nous devons être formés sur les évolutions de logiciel de planification, sur les logiciels de dessin auto-cad, ArchiCAD, les logiciels de modélisation, de calcul. Nous adapter aux nouvelles technologies, intégrer et maîtriser des outils comme le BIM (building information modeling) qui est en fait une suite de processus ou méthodes de travail utilisés tout au long de la conception, de la construction et de l'utilisation d'un bâtiment.

LA QUALITÉ DE NOS PRESTATIONS EN DÉPEND.

Nous avons employé des ingénieurs et techniciens gabonais sur différents projets. Mais nous avons également formé 4 personnes durant ces quatre dernières années. Deux sont toujours en activité et formés par les chefs de projet SCO. L'un d'eux sera bientôt opérationnel pour prendre seul la direction d'un projet. Les deux autres ont pris leur envol. L'un est parti en France et a trouvé un emploi d'OPC en moins de 15 jours. C'est l'effet inverse qui s'est produit.

Nous restons toujours en contact. Nous tirons toujours une certaine fierté de voir nos jeunes acquérir une autonomie professionnelle et réussir dans le domaine dans lequel ils ont été formés.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos effectifs aujourd'hui ?

Nous étions 20 ingénieurs et techniciens multiculturels en 2014. La conjoncture économique et l'effondrement du chiffre d'affaires ne nous a pas permis de conserver nos effectifs.

De nombreux chantiers ont été stoppés, de nombreuses études n'ont pas abouti et ne se sont pas concrétisées en projets d'exécution. Cela a signifié également l'arrêt du développement de SCO Gabon.

Aacteur impliqué au Gabon, SCO Gabon adapte ses ressources et sa logistique en fonction de la demande et du marché. Flexibilité, adaptabilité. Dans la tempête, mieux vaut être un roseau qu'un baobab.

Une entreprise viable est une entreprise qui s'adapte à l'environnement économique en temps réel. Nous sommes de la corporation des bâtisseurs.

LA ROUTE ENTRE PORT-GENTIL ET OMBOUÉ BITUMÉE



Le gouverneur de la province du Haut-Ogooué, Patrice Ontina, et la présidente du Conseil départemental de la Bendjé, Lucie Daker Akendengué, ont effectué une visite il y a peu, sur le chantier de la route Port-Gentil – Omboué.

Les travaux avaient été interrompus, il y a quelques mois, consécutivement à des difficultés financières rencontrées par l'État. Aujourd'hui, rapporte la presse locale, les ouvriers chinois et gabonais s'affairent nuit et jour au bitumage des derniers tronçons, à l'aménagement des voies d'évacuation et au reprofilage des trottoirs.

Longue de 93 kilomètres, la route Port-Gentil – Omboué reliera la cité pétrolière à la partie continentale à travers deux grands ponts : le pont d'Ozouri, long de 4,707 kilomètres, et celui de la lagune Nkomi qui mesure 4,577 kilomètres.

Le chantier est cofinancé par la China EximBank et l'État gabonais pour plus de 350 m^{ds} de F CFA. Plus de 600 ouvriers sont mobilisés pour la construction de l'ouvrage ■

UNE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE MITZIC

La Chine investira 180 millions d'euros dans le projet hydroélectrique FE2 gabonais, dont la capacité initiale prévue est de 70 mégawatts. À l'arrêt depuis 2013 faute de financement, la construction de cette centrale gabonaise devrait redémarrer dans les prochains mois, selon Liban Soleman, responsable du Bureau de coordination et de planification pour un Gabon émergent, présent au Forum sur la coopération Chine-Afrique de septembre à Pékin, la capitale

chinoise. Ce projet est l'un des composants du programme de diversification économique du Gabon qui vise à améliorer la capacité de fourniture d'électricité.

UN PROJET VITAL

L'annonce ressuscite l'espoir de solder définitivement les problèmes d'électricité qui impactent les Gabonais. En d'autres termes, la réalisation du projet hydroélectrique FE2

à Mitzic a toujours été annoncée comme une priorité par les autorités qui y voient un moyen d'approvisionner en énergie la province du Woleu-Ntem et certaines localités du Moyen-Ogooué et de l'Estuaire.

L'investissement de TBEA, une entreprise privée impliquée dans l'énergie éolienne en Chine et dans l'énergie solaire dans d'autres pays comme le Pakistan, se fera sous forme d'investissements directs, a annoncé le groupe sur sa plateforme. En dehors de ce projet, le Gabon reste une destination privilégiée des IDE chinois selon Soleman qui estime qu'il y a « beaucoup d'investissements étrangers directs au Gabon de la part d'entreprises chinoises ».

Parmi les investissements chinois récents au Gabon figure celui progressif de 50 à 100 millions de dollars de la société Jiangsu Wanlin Modern Logistics Co. La compagnie a entamé la construction d'une usine de fabrication de meubles de haute qualité à Libreville ■



Côte boursière
Août 2018 – Septembre 2018



Devises/F CFA	08/31/18	09/17/18	Variation
USD – Dollar américain	563,0049	562,0401	-0,17%
GBP – Livre britannique	730,9528	738,0669	0,97%
CAD – Dollar Canadien	431,7779	431,7495	-0,01%
CHF – Franc suisse	581,4706	583,7994	0,40%
ZAR – Rand sud-africain	38,1974	37,5444	-1,71%
JPY – Yen japonais	5,0830	5,0153	-1,33%
AED – Dirham des Emirats Arabes Unis	153,8866	152,7542	-0,74%
CNY – Yuan	82,3405	81,8524	-0,59%
MAD – Dirham marocain	59,7356	59,8119	0,13%

	08/31/18	09/17/18	Variation
Brent (USD / Baril)	77,42	78,63	1,56%
WTI (USD / Baril)	69,80	69,17	-0,90%
Or (USD / once)	1 203,62	1 203,79	0,01%
CAC 40 (EUR)	5 406,85	5 352,72	-1,00%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 392,90	3 348,60	-1,31%
DOW JONES (USD)	25 964,82	26 127,59	0,63%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,95%	new
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,70%	new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%	
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%	
Taux créditeur minimum :	2,4500%	

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



La guerre des multinationales en Afrique



SUNU ASSURANCES

20 ANS D'EXPÉRIENCE
20 ANS DE CONFIANCE



Notre métier, l'assurance.

MERCI DE VOTRE FIDÉLITÉ

En soufflant très fort sur les bougies, nous n'éteindrons pas la flamme qui nous anime et nous pousse chaque jour à vous offrir le meilleur de l'assurance. Le travail acharné et le professionnalisme des femmes et des hommes de notre groupe démontrent notre engagement quotidien auprès de vous.

Cet anniversaire est aussi le vôtre. Parce que vous nous avez donné confiance. Parce que vous nous avez accordé votre confiance. C'est pour vous, et avec vous, que nous avons fait de SUNU Assurances une réussite africaine pérenne.

Merci 20 fois.

LA SNI (SOCIÉTÉ NATIONALE IMMOBILIÈRE) FAIT PEAU NEUVE !

Par Anne-Marie JOBIN



Premier bailleur public du pays, la Société Nationale Immobilière du Gabon engage les mesures nécessaires pour répondre aux volontés des plus hautes autorités. Offrir la possibilité à tous les Gabonais d'acquérir ou de louer un logement décent est le défi lancé à cette Société anonyme d'intérêt national dotée d'une autonomie de gestion. Créée en 1961, elle a laissé ses empreintes aussi bien à Libreville (Cités d'Owendo, de Likouala etc.) qu'à l'intérieur du pays. Malgré les efforts fournis par la SNI pour loger des Gabonais, le déficit en logement au Gabon reste très élevé et se situe autour de 300 000 logements. Pour pallier cette grave problématique, la SNI s'engage sur deux points précis et très novateurs.

Le 4 septembre 2018, la SNI propose aux Gabonais détenteurs d'un titre foncier de se rapprocher du GAAC (Guichet d'Accompagnement à l'Auto-Construction) pour les accompagner

dans l'auto-construction de leur demeure. L'offre concerne les personnes détentrices d'un terrain avec titre de propriété, mais la SNI indique que « ceux n'ayant pas de terrains peuvent également se rapprocher du service commercial de la SNI qui procédera à la réouverture des ventes de parcelles sur le lotissement de Mangouba étendu sur 120 ha aux portes de Libreville ».

Pour la SNI, les objectifs visés par ce service sont la facilitation de l'accès à un logement décent et la promotion de la réalisation de projets immobiliers à moindre coût. Le GAAC propose, d'une part l'élaboration des plans de distribution et d'aménagement, plans des façades, plan d'électricité, plan de plomberie et perspectives, et d'autre part la réalisation de l'état des lieux de la parcelle, le levé topographique, l'étude géotechnique, l'élaboration des plans, les devis quantitatif et estimatif et le démarrage des travaux après la signature du contrat. Le directeur général de la SNI, Hermann Kamonomono, propose de participer au processus allant de la conception à la réalisation des habitations. « Nous pouvons vous accompagner en fonction de vos besoins spécifiques : aide à la conception, choix des matériaux, proposition de solutions techniques, mise en route du chantier », promet-il.

Le 13 septembre 2018, la SNI propose une charte des valeurs élaborée autour d'un ensemble de principes qui régiront désormais son fonctionnement. Les obligations à respecter sont considérées comme essentielles par les employés. Il s'agit de mobiliser les équipes concernées, d'améliorer la productivité et la rentabilité, de faire preuve de professionnalisme de transparence et d'intégrité. C'est effectivement à ces seules conditions que la SNI redeviendra leader dans son domaine ■

LES EFFECTIFS DU SECTEUR DU BTP ONT CHUTÉ DE PRÈS DE 25% EN 2017



Le secteur du BTP résume à lui tout seul la santé de l'économie gabonaise, si l'on s'en tient à l'adage qui dit : « Quand le bâtiment va, tout va ».

Selon la direction générale de l'Economie et de la politique fiscale, la morosité de l'activité du secteur BTP observée depuis le début de l'année 2017 s'est poursuivie durant le quatrième trimestre avec une chute de 26,3% de la production totale vendue à 175,2 milliards de FCFA.

Cette baisse a été accentuée dans le segment bâtiment et génie-civil du fait, entre autres, de l'arrêt de la plupart des chantiers de construction et de la réduction des commandes publiques liées à la crise économique.

Dans ces conditions, on a enregistré la fermeture de certaines entreprises, la mise en chômage technique et le licenciement du personnel, entraînant une réduction des effectifs du secteur de 23,4% à 2 301 agents en 2017 contre 3005 en 2016. En recul de 3,6%, la masse salariale a suivi la même tendance pour se chiffrer à 25,5 milliards de FCFA ■

LA CIMAF INVESTIT

Nous regrettons de ne pas nous être entretenus avec les responsables de la CIMAF pour étoffer notre dossier concernant le BTP. Néanmoins, selon nos sources, nous pouvons annoncer que la société de fabrication exclusive de ciment au Gabon, les Ciments Afrique, va porter sa production à 850 000 tonnes dans l'année à venir pour répondre à la demande et aux besoins du pays.

La Cimaf a proposé au gouvernement gabonais un train de mesures concernant l'opérationnalisation de son plan d'investissements prévoyant d'injecter près de 10 millions d'euros pour construire une ligne additionnelle de production de ciment au Gabon.

Cette nouvelle ligne disposera d'un potentiel de production de 350 000 tonnes par an qui s'ajouteront aux 500 000 tonnes déjà disponibles pour atteindre les 850 000 tonnes, soit une augmentation de 70%. Cette nouvelle capacité de production aidera le pays à équilibrer le marché qui tourne au ralenti depuis la suspension des importations de ciment sur l'ensemble du territoire gabonais ■



SAVEURS ASIATIQUES

DÉCOUVREZ LES SAVEURS

DU RESTAURANT KOBU

DU MARDI AU DIMANCHE

DE 17H00 À 22H00

TÉL: 01448000/ 01448075



Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

AFRIQUE : LA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE EST EN MARCHÉ

Cela aura mis du temps, mais la machine est désormais en marche : l'Afrique se digitalise chaque jour davantage et mise gros sur le numérique pour développer son économie. D'après le Fonds Monétaire International (FMI), d'ici 2050, grâce à l'essor des nouvelles technologies, 12 des 20 pays qui connaîtront les booms économiques les plus importants dans le monde se situeront sur ce continent.

Par la rédaction



La grande force de l'Afrique dans sa conquête du numérique est de ne pas subir les mêmes contraintes que les économies développées. En effet, la quasi-absence d'héritage technologique permet à ce continent de tirer directement profit des dernières avancées. Cette liberté lui laisse alors le champ libre pour inventer et créer des modèles qui lui seront propres et ne ressembleront ni de près ni de loin aux modèles déjà expérimentés sur d'autres marchés.

Sur le continent de l'avenir, la révolution digitale passera par trois leviers majeurs :

Le Big Data : que ce soit, par exemple, pour l'agriculture avec le *smart farming* qui permet d'optimiser la production agricole grâce à l'analyse de toutes ses spécialités (météorologiques, biologiques...) ou encore pour l'amélioration des conditions

de santé via la prévention ou la prise en charge des soins, ce levier révolutionnera les processus de prise de décision des entreprises et représente à ce titre un élément incontournable de la digitalisation de l'Afrique.

La *blockchain* : axe majeur de développement pour enrayer la corruption qui sévit sur le continent, la *blockchain* est un maillon inéluctable, aussi bien pour les pouvoirs publics et le renforcement de la confiance en ces institutions (notamment pour la tenue de leurs registres), que pour les entreprises privées. La lutte contre la fraude est en effet un combat de longue date que les pays africains peinent à régler. À titre d'exemple d'innovation sur un sujet pour le moins emblématique, une entreprise britannique a récemment développé une solution pour améliorer la traçabilité dans le secteur diamantaire en Afrique.

La dématérialisation et les IoT* : l'Afrique est un vaste continent souffrant notamment de nombreux problèmes d'infrastructures qui limitent l'accès aux administrations, à l'éducation ou encore à la santé. Véritable pivot de la révolution numérique du continent, la dématérialisation est devenue salvatrice. Facilitant l'accès à l'éducation, la formation, l'emploi, mais aussi permettant l'émergence de l'économie collaborative ou encore le développement de nombreuses *FinTech*, le tout numérique joue un rôle clé dans le développement global de l'économie africaine, notamment dans le secteur tertiaire.

L'Afrique est la région du monde qui a le plus à gagner de la révolution numérique. Les nouvelles technologies peuvent en effet permettre aux pays africains de s'affranchir du processus de développement traditionnel pour sauter des étapes et accélérer leur

croissance économique, mais aussi de gérer leurs ressources plus efficacement et d'étendre l'accès aux services essentiels même aux populations les plus vulnérables.

À son rythme et à sa manière, l'Afrique se modernise, même si un élément-clé vient noircir le tableau : son taux de connectivité. Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), durant les 15 dernières années, le taux de pénétration d'Internet à l'échelle mondiale a été pratiquement multiplié par 7. Il est ainsi passé de 6,5% à 43,4%. 3,2 mds de personnes y ont désormais accès sur les 7,4 mds d'habitants de la planète. En Afrique, l'accessibilité à la Toile prend plus de temps. De fait, c'est la région du monde la moins connectée, juste derrière l'Asie Pacifique et le Moyen-Orient.

Sans connectivité, pas de développement du numérique possible. Nizar Yaiche, associé chez PwC France et Afrique francophone commente : « Concernant le futur de l'Afrique, il y a deux options : soit nous réussissons collectivement et le continent deviendra une région du monde pleine d'opportunités de croissance, soit les retards et les échecs s'accumulent et, dans ce cas, les défis actuels seront encore plus importants, notamment dans les dizaines de mégapoles qui devraient se former dans les prochaines décennies ».

L'Afrique est-elle prête pour ce défi ? Les grands acteurs du numérique sont formels : la réponse est oui. Ce n'est qu'une question de temps... et de financements ! Face au potentiel de ce marché, les mastodontes américains du web tels que Google et Facebook notamment, ont récemment déclaré qu'ils comptaient investir davantage en Afrique, un marché qui, à en croire les experts, deviendra l'un des plus rentables de la planète une fois que le problème (persistant) de connectivité sera réglé ■

*Internet des objets (Internet of Things)

Source : weforum.org

LA JEUNESSE MISE À CONTRIBUTION DANS LE PROCESSUS DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE SANTÉ AU GABON

Du 17 au 19 septembre 2018, le projet eGabon, en collaboration avec le cabinet Evolving Consulting, a organisé à Libreville une compétition de développeurs afin de primer les meilleures innovations en matière d'eSanté.

Par la rédaction



Baptisé Hackathon, ce concours est une initiative invitant les jeunes à participer à la modernisation du système de santé au Gabon. C'est le premier d'une série de compétitions de développeurs. Il a réuni sur 48 heures des porteurs de projet innovants, des étudiants, de jeunes développeurs, designers, professionnels de santé, etc.

L'objectif était de développer pendant cette période des prototypes digitaux répondant aux trois catégories principales clairement identifiées que sont : «santé connectée», «santé éducation & prévention» et «santé fintech».

Dans ce cadre, une journée d'idéation a été organisée le samedi 15 septembre 2018, en vue de mieux préparer les équipes. Pour la réussite de cette activité, une forte

mobilisation de jeunes fut attendue à cette compétition qui s'est clôturée le 19 septembre 2018 par la remise de prix aux gagnants.

Ces prix sont un mix de financement de projets, d'accompagnement et d'immersion dans les écosystèmes nord-africains et français d'une valeur oscillant entre 3 et 7 millions de F CFA.

Le Hackathon est dédié à des problématiques médicales susceptibles d'être résolues par une approche numérique dite disruptive, offrant ainsi une voie nouvelle pour l'innovation. Cet événement a servi aussi de lancement aux activités de la Société d'Incubation Numérique du Gabon (SING), acteur principal du développement du numérique et de son écosystème.

Il est à noter que le projet eGabon a été lancé en juillet 2016. Il est piloté par le ministère de la Communication et de l'Économie numérique, le ministère de l'Économie et la Banque mondiale ■

Source : lenouveaugabon.com

OCÉAN : PASSER DU CONSTAT AUX ACTIONS

CONFÉRENCE SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU AU SIÈGE DE L'UNESCO

Par la rédaction

L'érosion de la biodiversité, la pollution, l'acidification, la désoxygénation, le réchauffement des eaux et autres effets du changement climatique ont été abordés à la conférence scientifique de haut niveau au siège de l'Unesco les 10 et 11 septembre. Ces phénomènes qui affectent l'océan ne fragilisent pas seulement les zones marines, mais menacent l'équilibre de notre planète tout entière. Organisée par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et la Plateforme Océan et Climat*, la conférence vise à dresser un bilan de l'état de la science de l'océan et à esquisser des pistes pour l'élaboration de politiques en faveur de la protection des zones marines.

Quel est aujourd'hui le diagnostic de la science à propos de l'océan ? Comment convertir les données scientifiques en politiques ? Comment la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) peut-elle faire la différence ? Telles sont quelques-unes des questions qui ont été débattues au cours des quatre sessions composant cette conférence qui réunissait des scientifiques, des chercheurs et des décideurs politiques.

Parmi les personnalités qui ont pris part à cet événement figurent notamment le président du Conseil exécutif de l'UNESCO, Byong Hyun Lee ; la ministre française de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Frédérique Vidal ; la ministre portugaise de la Mer, Ana Paula Vitorino et le président de la Plateforme Océan et Climat, Romain Troublé.

Cette conférence a été organisée en amont de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030) initiée par la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO. Alors que de nombreux voyants sont au rouge concernant la pollution plastique, les zones touchées par la désoxygénation ou les phénomènes d'acidification, cette Décennie a pour objectif de stimuler la recherche dans des domaines où les connaissances sont encore fragmentaires, notamment en ce qui concerne les interactions existant entre le climat, l'océan et la biodiversité.

Elle vise aussi à favoriser à l'adoption de mesures permettant un meilleur suivi des zones marines telles la mise en place d'un système d'observation de tous les bassins océaniques, la constitution d'une base de données mondiale des ressources marines ou encore l'utilisation de nouvelles technologies pour évaluer précisément la biodiversité marine.

Lancée en 2014 avec le soutien de la COI, la Plateforme Océan et Climat* regroupe plus de 70 organisations – à la fois instituts de recherche et ONG – qui ont pour objectif de valoriser l'expertise scientifique et de sensibiliser les décideurs politiques aux enjeux liés à la préservation de l'océan ■

Source : www.unesco.org/libreville

LA DÉGRADATION DES ÉCOSYSTÈMES COÛTE 68 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN À L'AFRIQUE

La dégradation des écosystèmes coûte 68 mds de dollars par an à l'Afrique, associée à des pertes pouvant atteindre 6,6 millions de tonnes de récoltes potentielles de céréales capables de répondre aux besoins calorifiques de 31 millions de personnes.



C'est ce qu'a indiqué le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) dans un communiqué publié en marge de la 7^e session extraordinaire de la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMAE) qui a ouvert ses travaux lundi 17 septembre 2018 à Nairobi en présence d'experts.

Centrée autour du thème : « Mettre les politiques environnementales en action grâce à des solutions innovantes », la conférence ministérielle aura ainsi à se pencher sur les moyens de renforcer la volonté politique de relever les défis de la dégradation de l'environnement et d'accroître les investissements dans des solutions novatrices pour optimiser durablement les avantages des ressources naturelles abondantes du continent.

Les ministres africains de l'Environnement discuteront également des messages clés pour le prochain sommet ministériel sur la biodiversité en Afrique qui se tiendra en Egypte en novembre de cette année, avant la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité de 2018.

Pour le PNUE, l'environnement possède un grand potentiel pour fournir des solutions au développement socioéconomique durable et à la réduction de la pauvreté en Afrique.

Le continent détient 30% des réserves minérales mondiales, environ 65% de ses terres arables et 10% de ses sources d'énergie renouvelables.

Ses pêcheries sont estimées à 24 mds de dollars et le continent abrite la deuxième plus grande forêt tropicale du monde.

« L'Afrique devrait se concentrer sur un changement de paradigme à travers des actions pratiques novatrices afin que nous puissions en bénéficier au maximum », explique à ce propos Juliette Biao Koudenoukpo, directrice régionale pour l'Afrique de l'ONU Environnement ■

Source : la quotidienne



NOUVEAU DANS VOTRE GEANT CKDO TARTE ET TARTELETTE AUX FRUITS FRAIS "MAISON"



LA MODE S'ACHÈTE UNE CONDUITE... ÉTHIQUE

Les partenariats éthiques se multiplient dans le secteur du luxe. Une contribution qui redore l'image des marques et leur donne du crédit auprès d'une clientèle sensible aux causes humanitaires.

Par la rédaction

On était plutôt habitués à l'apercevoir sur les tee-shirts des travailleurs humanitaires ou rétroprojeté lors de colloques. Mais, en mars, le logo du World Food Programme (programme alimentaire mondial) est apparu lors du défilé de mode Balenciaga. Autrefois taxée de cynisme à l'image de son sac façon marché de Barbès vendu à prix d'or et rebaptisé « *refugee bag* » par la presse, la maison française reversera à l'organisme d'aide alimentaire de l'ONU 10 % du montant des ventes sur ses produits siglés « World Food Programme », en plus d'un chèque de 250 000 dollars. Une alliance inédite pour la marque, en phase avec le reste du secteur de la mode qui affiche plus ouvertement son souci du bien commun depuis le printemps.

Pour le philosophe Gilles Lipovetsky : « L'air du temps est à l'éthique, à la morale, à l'écologie. Les marques absorbent donc cela et revendiquent pour la première fois leur responsabilité ».

Lacoste participe ainsi à la préservation des espèces animales en voie d'extinction avec l'Union internationale pour la conservation de la nature, Loewe s'associe à l'Elephant Crisis Fund qui lutte contre la disparition des éléphants, et Burberry soutient trois associations caritatives LGBTQ+... Ces dernières années, la mode s'était faite mécène dans les secteurs de l'art (Kering partenaire du Festival de Cannes, LVMH qui rénove le Musée des arts et traditions populaires) ou du patrimoine (restaurations financées par Dior au château de Versailles). Elle se met désormais au service de causes humanitaires ou sociétales. « Depuis le XVIII^e siècle, la mode surfe sur les courants culturels et transforme la gravité en frivolité », observe le philosophe G. Lipovetsky. « Or, l'air du temps est à l'éthique, à la morale, à l'écologie. Les marques absorbent donc cela et revendiquent pour la première fois leur responsabilité ».

Cet engagement prend diverses formes. Les entreprises les plus installées créent leur propre fondation, comme Chanel en 2011 pour améliorer l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi. Le groupe Kering, lui, veut lutter contre les violences faites aux femmes. « Nous agissons selon trois modes opératoires », détaille la déléguée générale de sa fondation, Céline Bonnaire. Nous soutenons financièrement des associations sur trois continents, récompensons pécuniairement des entrepreneurs sociaux, avec du mentorat et de l'aide à l'incubation, et sensibilisons nos collaborateurs à travers des formations ».



D'autres préfèrent signer un chèque, comme Gucci, qui a versé 500 000 dollars à March for Our Lives, mouvement anti-armes à feu lancé en février aux États-Unis.

Mais, plus ponctuellement, ce sont des partenariats ou des collaborations avec des acteurs du monde humanitaire ou associatif qui sont plébiscités. La marque américaine Coach travaille avec Step Up qui se consacre à la scolarisation des adolescentes, tandis que le groupe PVH Corp. (propriétaire de Calvin Klein et de Tommy Hilfiger) a signé en avril un contrat de trois ans avec l'ONG écologiste WWF. « C'est un interlocuteur expert dans son domaine, avec un très bon réseau », se félicite Mélanie Steiner, directrice du risque du groupe. « Nous allons travailler ensemble pour économiser de l'eau en Afrique et en Inde, en rationalisant la production et la distribution des vêtements ». Quant à la marque Sézane, en France, elle entend lever cette année au moins un million d'euros pour La Voix de l'enfant, un réseau associatif valorisant les droits des plus jeunes. Tous les 21 du mois, 10 % du montant des ventes du jour lui sont reversés. « Je fais partie d'une génération qui a pris conscience que l'État ne peut pas tout et que l'on peut agir sans être médecin ou humanitaire », affirme sa créatrice trentenaire, Morgane Sézalory. « C'est une petite action à mon échelle et les clients sont heureux de transformer un achat en acte solidaire ».

D'autres associations, comme La Maison des femmes, Le Refuge ou Planned Parenthood, bénéficieront à compter d'octobre de Generous Sweaters, une opération de vente de pull-overs à leur profit, lancée par la maison Sonia Rykiel. « En ce cinquantenaire des idéaux de Mai 68 et à l'heure où les informations sur la situation des plus précaires circulent si vite, on ne peut pas ne pas être à l'écoute », argue sa directrice artistique, Julie de Libran.

Pour les marques, ces initiatives permettent d'abord de revendiquer une action éthique et concrète. Par la vente d'un bracelet baptisé « Silver Lockit » (100 euros reversés à chaque achat), Louis Vuitton a rapporté, depuis 2016, plus de cinq millions d'euros à l'Unicef. Sur la seule année 2016, « 4,5 millions d'enfants syriens et leurs familles ont été approvisionnés en eau potable », précisent les deux entités. Balenciaga promet, en collaborant avec le World Food Programme, qu'à titre d'exemple

« l'achat d'une casquette permettra de distribuer plus de 200 paquets de biscuits à haute valeur énergétique à des personnes en situation d'urgence ».

Par ces formes d'actions, l'industrie de la mode semble chercher à corriger des inégalités qu'elle engendre elle-même. Ces projets valorisants visent à séduire une clientèle plus jeune : selon un sondage Omnicom Group de 2017, 70 % des millennials acceptent de payer davantage pour une griffe soutenant une cause qui leur est chère.

Quant aux associations et ONG, n'ont-elles aucune réticence à accepter la générosité d'entreprises du luxe pas forcément compatibles avec leurs valeurs ? La plupart assurent ne pas se lancer avant d'y avoir bien réfléchi. Même si la prise de décision n'est pas exactement là où on l'attend : pour décrocher le partenariat avec Louis Vuitton en 2016, l'Unicef a dû répondre à un appel à projets lancé par le maroquinier auquel participaient d'autres organismes bienfaiteurs. « Ne pas se laisser instrumentaliser est une problématique qui se pose toujours lorsqu'on travaille avec le secteur privé », nous confiait alors Sébastien Lyon, directeur général de la branche française de l'Unicef. « Avant de nous lancer, nous entreprenons un audit pour nous assurer que l'entreprise ne fait pas travailler des enfants à travers le monde ».

Mais ces ONG à la recherche de financements sont elles-mêmes mises en concurrence par une florissante industrie du luxe qui cherche le plus juste pour son image. Comment mieux résumer le rapport de force ? ■

Source : lemonde.fr

Association Libreville Accueil – BAL

Pour l'accueil et l'intégration des expatriés français, francophones, ou francophiles de toutes nationalités

Créée en 1997, l'association se nommait alors B.A.L. (Bienvenue à Libreville). En 2016, elle adhère au réseau des Accueils de la FIAFE, Fédération Internationale des Accueils Français et Francophones d'Expatriés (1), qui regroupe non moins de 90 Accueils de par le monde, et prend alors pour nom « Libreville Accueil – BAL ».

Libre de toute influence politique, confessionnelle ou commerciale, elle repose sur le bénévolat et l'esprit de solidarité. Les « BALerines » de tous horizons ont en commun la francophonie, le goût de l'amitié, le sens du partage et de l'entraide.

Libreville Accueil – BAL compte actuellement environ 150 adhérents. Valable pour une année scolaire, la cotisation annuelle est de 20 000 F CFA par famille. Présidé par Eliz Roussel, le Bureau est composé d'une douzaine de bénévoles, chacun apportant sa motivation et ses compétences au profit de l'association.

Afin de découvrir le Gabon, Libreville Accueil – BAL organise des sorties touristiques, mais aussi culturelles (visites d'entreprises locales, d'artisans, conférences, ateliers culinaires...) ainsi que des soirées et de nombreux moments de partage.

Situés quartier Sainte-Marie, les locaux de l'association ont été rénovés en 2017. Ils abritent la permanence, une bibliothèque, un coin détente ainsi qu'un espace

« ateliers » : les « BALerines » peuvent ainsi exprimer leurs talents ou découvrir une nouvelle activité manuelle en profitant du matériel mis à leur disposition : cartonnage, couture, bijoux, encadrement, bois flottés, suspensions, pirogues... ou toute autre activité qu'elles souhaitent proposer. Ponctuellement, des initiations sont proposées sur ces thématiques. La rénovation des ateliers a ainsi permis d'accueillir les adhérents dans de bonnes conditions et transformé cet espace un véritable lieu de vie et d'échange.

Tout au long de l'année, un marché de Noël s'y prépare, dont les bénéfices servent à alimenter la caisse de l'atelier pour de nouvelles activités et à financer les œuvres de Libreville.

Cette année, le marché de Noël se déroulera le 17 novembre : l'occasion de découvrir les créations de nos « BALerines », mais aussi une vitrine pour de nombreux artistes et artisans de Libreville qui y sont associés (peintres, sculpteurs sur bois et pierre de M'Bigou, créations en raphia et pague, produits gastronomiques locaux...). D'année en année, son succès ne se dément pas !

Libreville Accueil – BAL espère ainsi contribuer à une implantation réussie des familles expatriées au Gabon ■

(1) Association Loi 1901, créée en 1984

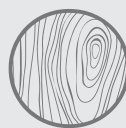


GABON SPECIAL ECONOMIC ZONE

UNE MUTATION COMPLÈTE DU SECTEUR BOIS OPÉRÉE EN MOINS DE 3 ANS



Producteur africain
de feuilles de placage



+400
essences de bois



Producteur mondial
de feuilles de placage

CONTREPLAQUÉ

PLACAGE

BOIS SCIÉS

ET MOBILIER



CONSO & SANTÉ

DES SCIENTIFIQUES METTENT EN PLACE UNE MÉTHODE DE FILTRAGE D'EAU À BASE DE PASTÈQUE



Des chercheurs pakistanais ont démontré que les écorces de pastèques, généralement considérées comme des déchets, pouvaient éliminer de manière économique et efficace l’arsenic des eaux souterraines. Selon l’Organisation mondiale de la santé (OMS), l’intoxication par l’arsenic provenant de la consommation d’eau souterraine contaminée affecte environ 140 millions de personnes dans 50 pays, et 43 000 personnes en meurent chaque année. Les pays les plus touchés sont le Bangladesh, l’Inde, le Népal et le Pakistan, bien que la pollution par l’arsenic soit également présente en Chine, dans certaines régions d’Europe et dans les Amériques.

Si les statistiques pour l’Afrique ne sont pas disponibles, l’on sait que la pastèque, encore appelée melon d’eau, est un fruit largement cultivé et couramment consommé un peu partout en Afrique subsaharienne où elle est très appréciée. Selon un document de la Banque africaine de développement (BAD) sur les fruits et légumes, les melons, incluant la pastèque, étaient même le 7^{ème} produit d’exportation de la zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) entre 2007 et 2012.

Les traitements visant à éliminer la contamination par l’arsenic, principalement associée à l’eau extraite de sources souterraines profondes utilisant des puits, comprennent l’utilisation de chaux, de divers coagulants, de filtres à membrane osmotique ou de processus d’échange d’ions. Bien que plusieurs méthodes d’élimination de l’arsenic de l’eau aient été mises au point, le coût est un facteur déterminant pour un déploiement effectif.

Les chercheurs, qui ont publié leurs résultats au mois de juillet dernier dans la revue Science of the Total Environment, affirment que leur technologie utilisant l’écorce de la pastèque est parmi les moins coûteuses développées à ce jour. «L’écorce de la pastèque est gratuite. Il s’agit essentiellement de bio déchets abondamment produits au Pakistan», explique Nabeel Khan Niazi, professeur adjoint à l’université agricole de Faisalabad (UAF) et co-auteur de l’étude.

Les chercheurs ont traité des écorces de melon d’eau avec du sel de xanthate - qui attire et fixe l’arsenic - pour produire un filtre capable d’éliminer 95% de l’arsenic des échantillons d’eau prélevés dans tout le Pakistan. Les xanthates sont produits lorsque l’alcool réagit avec l’hydroxyde de sodium ou de potassium et le sulfure de carbone. Un prototype de filtre développé par les chercheurs traite environ 20 litres d’eau par jour. Chaque filtre dure 6 à 8 mois et coûte environ US\$32 - environ 18.000 Francs CFA -, précise Nabeel Khan Niazi. Son équipe a obtenu des fonds de Grands Défis Canada en 2014 pour développer la technologie.

«*Nous nous concentrons sur les personnes pauvres qui n’ont pas accès à l’électricité ou pas d’argent pour acheter des filtres très sophistiqués - les filtres traditionnels pouvant coûter environ 200 dollars*», explique encore Nabeel Khan Niazi.

Ces chercheurs ne sont pas les premiers à explorer les filtres biologiques utilisant des xanthates pour éliminer l’arsenic de l’eau potable. Les tentatives précédentes de fabrication de filtres à partir de matériaux tels que la coque d’arachide, la feuille de manguier, les coques de riz et la bagasse de canne à sucre ont rencontré un succès limité.

«*Nous sommes surpris par les résultats pakistanais*», explique Kedar Nath Ghimire, chercheur en chimie à l’université Tribhuvan de Katmandou (Népal), qui a fait l’expérience sur la bagasse de canne à sucre. «*Nos études ont démontré qu’un tel matériau éliminait les métaux de transition lourds, mais pas l’arsenic*», explique-t-il à SciDev.Net.

Mais Nabeel Khan Niazi assure que la méthode fonctionne et que des projets sont en cours avec le gouvernement pakistanais pour déployer le filtre dans les zones rurales.

L’ingestion d’arsenic peut provoquer des diarrhées et des vomissements, alors qu’une exposition de faible intensité à long terme peut déclencher un cancer de la peau, une gangrène et des maladies pulmonaires potentiellement fatales ■

Source : www.agenceecofin.com

flyafrijet.online

PROGRAMME DES VOLS DU 25 MARS AU 27 OCTOBRE 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - V - -	10H00	13H00
Franceville	L - M - V - - - - - - V - - ----- D	10H00 13H00 12H30	11H30 14H30 14H00
Pointe-Noire	- M ----- --- J --- ----- D	14H30 12H45 20H00	16H15 14H30 21H55
Port - Gentil	L M - J V S - - - M - - - - L M M J V - D L M M J V - D L M M J V S D	07H30 08H30 17H30 21H30 21H45	08H05 09H05 18h05 22H05 22H20
Sao Tomé (Direct)	- - - J - - - - - - - - D	18H30 12H15	19H25 13h15
Via Douala (à partir de Mai 2018)	- - - - V - -	16H15	19H30
Douala (à partir de Mai 2018)	L ----- - M ----- -- M ----- ---- V -- ----- D	12H00 10H00 15H00 16H15 15H45	13H00 11H00 16H00 17H15 16H45

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M - J V S - -- M ----- - M M ----- --- J V -- ----- D L M M J V - D L M M J V S D ----- D	08H30 07H30 13H15 11H45 11H00 18H15 18H30 22H55	09H05 08H05 13h50 12H20 11H35 18H50 19H05 23H30

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L ----- -- M ----- --- J ---	09H15 07H30 15H45	11H00 09H15 17H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (vol Direct)	- - - - V - -	13H45	15H30
Franceville (vol direct)	L - M - - - -	13H45	14H45
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H45

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L - M J V - - ----- D	15H15 14H45	16H45 16H15
Brazzaville (vol direct)	L - M - V - -	12H00	13H00

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J V - - ----- D	20H15 13H55	21H15 14H55

Au départ de Douala vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L ----- - M ----- -- M -----	14H45 12H30 17H30	15H45 13H30 18H30
Libreville (via Sao Tomé)	----- D ---- V --	18H00 18H15	19H00 21h10
Sao Tomé	---- V --	18H15	19H30

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire, Sao Tomé et Douala

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage
Hotline Pointe Noire : +242 05 324 74 16
Hotline Brazzaville : +242 05 324 74 18
Hotlines Libreville : +241 02 01 17 17 ou +241 07 56 03 03
Hotline Port-Gentil : +241 02 03 32 01
Hotline Moanda : +241 02 29 93 93
Hotline Franceville : +241 02 00 90 01

AGENDA N° 68

24-25 SEPTEMBRE 2018 (PARIS) : « RENCONTRES AFRICA » : LA SANTÉ, L'AGRICULTURE ET LE BTP SERONT À L'HONNEUR CETTE ANNÉE

Défini comme « l'événement business pour réussir en Afrique » avec plus de 2000 décideurs africains attendus, ce rendez-vous permettra de revenir sur différentes thématiques avec un accent particulier sur les secteurs de la santé, de l'agriculture et des infrastructures.

27-28 SEPTEMBRE 2018 (DAKAR) : SALON INTERNATIONALE-BUSINESS

Le Salon E-BUSINESS DAKAR 2018 offre un cadre de rencontres, d'échanges, d'informations et d'opportunités entre les acteurs du E-commerce au Sénégal et de la sous-région, les consommateurs potentiels et le public en général.

22-23 OCTOBRE 2018 (PARIS) : AMBITION AFRICA – L'ÉVÉNEMENT BUSINESS DE RÉFÉRENCE ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE

c'est au ministère de l'Économie et des Finances que se déroulera AMBITION AFRICA 2018. Le choix très symbolique du lieu d'accueil de cette rencontre internationale qui rassemblera ministres et dirigeants d'entreprises de France et d'Afrique se veut une affirmation forte de la volonté française de fortifier les liens économiques avec le continent africain



« SMAG LA CONFIANCE ALIMENTAIRE AU QUOTIDIEN »



MINOTERIE
75 000 T de farines



ALIMENTATION ANIMALE
30 000 T d'aliments



ELEVAGE AVICOLE
40 000 000 d'oeufs



COUVOIR
**40 000 poussins
d'1 jour**

SMAG (Société Meunière et Avicole du Gabon)
B.P.: 462 Libreville - Tél.: (+241) 01 70 00 51 - Fax : (+241) 01 70 06 17
Site web : www.somdiaa.com

AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



1/2 MTC

LE MONDE VOUS VA SI BIEN

Accédez à plus de 1000 destinations avec un vol quotidien
vers Paris au départ de Libreville.

AIRFRANCE KLM

Avec KLM et nos partenaires SkyTeam.

AIRFRANCE.GA